



POLICE

Systemes d'information et de renseignement de la police

Compilation d'outils
d'évaluation de
la justice pénale

OFFICE DES NATIONS UNIES CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME
Vienne

POLICE

Systemes d'information et de renseignement de la police

Compilation d'outils d'évaluation
de la justice pénale



NATIONS UNIES
New York, 2008

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, du secrétariat et des institutions de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ou de la présidence belge de l'OSCE de 2006 aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition.

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION.....	1
2. APERÇU GÉNÉRAL	3
3. CADRE JURIDIQUE ET RÉGLEMENTAIRE.....	4
4. INFRASTRUCTURE	6
4.1 CADRE JURIDIQUE ET RÉGLEMENTAIRE.....	7
4.2 INSTITUTIONS	7
4.3 PERSONNEL.....	8
4.4 ORGANISATION DE L'INFORMATION.....	9
5. LE RENSEIGNEMENT CRIMINEL EN TANT QUE PROCESSUS	12
5.1 COLLECTE	12
5.2 ÉVALUATION	15
5.3 CLASSEMENT.....	15
5.4 ANALYSE	16
5.5 DIFFUSION.....	17
5.6 DIRECTION	19
6. UTILISATION DE L'INFORMATION ET DU RENSEIGNEMENT AU PLAN LOCAL 19	
7. PARTENARIATS ET COORDINATION.....	22
7.1 PARTENARIATS	22
7.2 COORDINATION AVEC LES DONATEURS	24
ANNEXE A. DOCUMENTS CLÉS	25
ANNEXE B. GUIDE DE L'ÉVALUATEUR/LISTE DE CONTRÔLE	27

1. INTRODUCTION

Le concept de "renseignement criminel" n'est facile ni à expliquer ni à traduire. Une traduction littérale peut avoir dans certaines régions du monde des connotations politiques et historiques négatives qui empêchent fréquemment d'employer cette expression dans un contexte international. Aussi est-il plus aisé d'employer plutôt le mot "information", les termes "information" et "renseignement" étant d'ailleurs souvent utilisés de manière interchangeable.

Les définitions de ce qu'il faut entendre par "renseignement" varient. Selon certains, le renseignement est "l'information orientée vers l'action" et d'autres affirment qu'il s'agit de l'"information évaluée". L'on dit parfois aussi que l'information devient renseignement à la suite du processus d'analyse, mais le renseignement a également été appelé "information qui est ou peut être importante pour une enquête ou une enquête potentielle". L'élément commun est que le renseignement est un type particulier d'information présentant une utilité supplémentaire qui peut apparaître ou qui peut être exploitée au moyen d'un processus d'analyse. Le "renseignement criminel" est simplement toute information comportant une utilité supplémentaire et pouvant être utilisée par la police pour combattre la délinquance.

Il ne faut pas perdre de vue non plus qu'à l'heure actuelle, les analystes de la police ne sont pas du même avis sur la question de savoir si leur travail a un rapport quelconque avec le renseignement. Selon certains, l'analyse criminologique n'a pas une tâche de "renseignement", tandis que d'autres affirment qu'il s'agit d'un de ses aspects fondamentaux. Aucune distinction n'est établie aux fins du présent document. Quelle que soit l'expression privilégiée, les criminologues et les spécialistes qui analysent les informations criminelles jouent le même rôle et s'en acquittent de la même façon.

Le renseignement criminel est une méthode utilisée par la police depuis de nombreuses années. En fait, bien que cette approche n'ait été institutionnalisée que récemment, beaucoup des méthodes élémentaires que l'enquêteur traditionnel suit par intuition sont les mêmes. Par exemple, les officiers de police ont toujours cherché à identifier le fil conducteur qui relie les indices rassemblés dans une affaire ou enregistré mentalement les habitudes des délinquants les plus marquants ou cultivé des relations spéciales avec des membres de la pègre bien informés sur les agissements des délinquants. Cela a toujours été considéré comme faisant partie du travail normal de la police. Aussi, même dans les pays où l'expression "renseignement criminel" n'a pas été officiellement adoptée, devrait-il être possible de trouver des éléments clés d'un système de renseignement criminel, comme des méthodes de collecte d'informations sur les délinquants, la tenue de registres d'empreintes digitales et/ou d'échantillons d'ADN et le recours à des méthodes d'enquête clandestine, y compris à des informateurs.

Depuis une cinquantaine d'années, la police utilise des systèmes d'information et de renseignement de plus en plus perfectionnés. Les systèmes d'information reposant jadis sur des fiches tenues par un bibliothécaire sont devenus progressivement, grâce à l'informatique, des services qui utilisent des logiciels spécialisés et qui ont recours à des criminologues professionnels. L'utilisation faite de l'information s'est elle aussi perfectionnée. Il a été élaboré des techniques et méthodes de renseignement pour identifier les nouvelles menaces posées par les délinquants ou pour établir des profils des délinquants ou des crimes existants. Du point de vue aussi bien stratégique que technique, il existe aujourd'hui des méthodes de renseignement qui peuvent être utilisées pour que la police puisse prendre des décisions en meilleure connaissance de cause et les justifier plus facilement.

Comme on l'a déjà dit, c'est habituellement un processus d'analyse qui permet de faire apparaître l'utilité ou l'intérêt de l'information disponible. Les praticiens ont identifié dans ce processus d'analyse une série d'étapes communes.

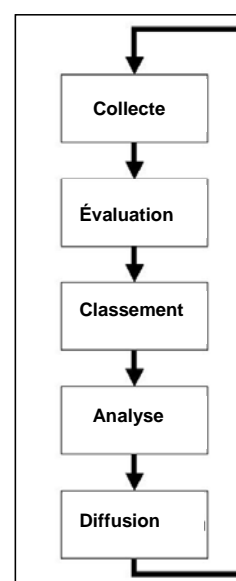
S'il est possible de trouver des différences mineures à toutes ces étapes – toutes énergiquement défendues par les divers milieux intéressés – le schéma ci-après illustre les étapes les plus communes du processus de renseignement. La flèche qui relie la dernière case et la première signifie qu'il s'agit d'un "cycle de renseignement" qui a pour but d'affiner continuellement l'information et le

renseignement. L'on trouve parfois en tête du cycle une case supplémentaire appelée "Direction" pour illustrer comment, dans certains modèles, il peut y avoir un élément de gestion du processus et de répartition des tâches. (Un autre schéma illustrant les principaux circuits du renseignement est joint en annexe.)

Une fois que des informations ont été collectées ou rassemblées, elles sont "évaluées" en fonction de la fiabilité de leur source ainsi que de la pertinence et de la validité de leur contenu avant d'être enregistrées, reliées aux informations existantes et "classées" avant d'être considérées comme prêtes à être utilisées. L'analyse proprement dite tendra alors à replacer les informations dans leur contexte, à en déduire une signification et à établir des rapports et autres documents consignants cette signification. Le résultat de l'aboutissement de ce processus sera alors distribué ou "diffusé" à ceux qui doivent en avoir connaissance. Le principe du "besoin de savoir" est fondamental lorsque l'on se trouve en présence d'informations sensibles. En effet, à moins qu'il y ait manifestement une raison de caractère professionnel de communiquer les informations en question à une autre personne, ces informations ne doivent pas être divulguées, même à des personnes qui seraient autrement autorisées à en avoir connaissance. Plus réduit sera le cercle de personnes ayant connaissance d'une information, et plus facile il sera de la tenir confidentielle.

Il a été enregistré ces dernières années plusieurs progrès importants concernant l'utilisation que les services de répression de nombreuses régions du monde peuvent faire du renseignement, et les praticiens considèrent aujourd'hui, de plus en plus, que:

- La collecte rapide d'informations utilisables est essentielle pour améliorer l'impact des efforts de prévention et de réduction de la criminalité et des enquêtes sur la délinquance grave et la criminalité organisée, surtout de caractère transnational. ("Rapide" signifie que l'information est disponible en temps utile et "utilisable" qu'elle est suffisamment détaillée et fiable pour qu'elle puisse déboucher sur une intervention.);
- Le renseignement peut beaucoup faciliter l'établissement d'un ordre de priorités en ce qui concerne l'allocation de ressources aux programmes visant à prévenir, réduire et détecter toutes les formes de délinquance – grâce à l'identification et à l'analyse de tendances, de *modus operandi*, de "points chauds de criminalité" et de délinquants – aux échelons aussi bien national que transnational; et
- Le renseignement peut constituer la base même d'un modèle efficace de police reconnaissant le caractère essentiel du renseignement pour définir l'orientation stratégique de l'action policière et rationaliser l'affectation des ressources en personnel à toutes les formes d'activités policières de caractère tactique comme la police communautaire et les patrouilles de routine.



Si les systèmes d'information et de renseignement en tant qu'instrument de l'action policière sont loin d'être également compris et acceptés dans les différents pays, il n'en demeure pas moins que beaucoup d'entre eux, de même que les organisations internationales, considèrent que le système de renseignement criminel constitue pour les services de répression la stratégie optimale à suivre au cours du siècle à venir.

Un dernier élément à ne pas perdre de vue est qu'il arrive fréquemment que les lois nationales qui protègent le caractère confidentiel des méthodes de la police s'appliquent aux questions liées à ses systèmes d'information et de renseignement de sorte que l'évaluateur risque de ne pas toujours recevoir des réponses complètes à cette question. Il s'agit certes là d'un prétexte qui peut facilement être invoqué lorsque les réponses aux questions posées pourraient être gênantes ou controversées, par exemple lorsqu'il y a eu des violations des droits de l'homme, mais il se peut aussi qu'il n'y ait à cela aucune arrière-pensée.

L'évaluateur devra non seulement s'efforcer de bien comprendre les points forts et les points faibles de l'approche suivie par le pays considéré en matière d'information et de renseignement mais aussi

essayer d'identifier les possibilités de réforme et de développement. La fourniture d'une assistance technique dans le domaine des systèmes d'information et de renseignement, dans le contexte d'une stratégie plus large, pourra tendre notamment à faciliter:

- L'élaboration (ou la modification) et l'application d'instruments juridiques conférant à la police, en les assortissant d'un mécanisme d'obligation redditionnelle approprié, des pouvoirs lui permettant de rassembler et d'utiliser des informations provenant notamment de services de renseignement;
- L'élaboration (ou la révision) de directives et de manuels pertinents;
- L'établissement d'un système intégré de gestion et d'échange d'informations criminelles;
- La création d'un organe national ou central de coordination des systèmes d'information et de renseignement;
- L'établissement de garanties et de mécanismes de supervision indépendants;
- L'amélioration de l'infrastructure technique nécessaire à la manipulation et à l'intégration des données (y compris en vue de renforcer la sécurité des données);
- Le perfectionnement du personnel spécialisé (en particulier les analystes et les responsables des services de renseignement);
- La modernisation des moyens techniques à la disposition du personnel des services d'information et de renseignement (y compris en ce qui concerne la création et le développement de bases de données revêtant une importance capitale pour la police et l'accès à ces bases de données);
- La promotion de mécanismes institutionnels, juridiques et techniques d'échange d'informations entre les services nationaux et leurs partenaires internationaux;
- L'établissement d'une méthode et de structures pour la mise en place d'un système national d'évaluation des menaces représentées par la criminalité organisée.

2. APERÇU GÉNÉRAL

Il y aura lieu de se référer à la partie du document intitulée **Questions transversales: Informations sur la justice pénale**, pour les indications à suivre afin de rassembler les principales statistiques relatives à la justice pénale qui aideront à se faire une idée des questions liées à la sécurité publique et à la prestation des services de police ainsi que, d'une manière générale, des capacités du système de justice pénale du pays faisant l'objet de l'évaluation.

La disponibilité de statistiques concernant l'action policière variera beaucoup. Les statistiques varieront aussi pour ce qui est de leur fiabilité et de leur intégrité. Lorsque cela est possible, les statistiques publiées par un organisme gouvernemental devront être comparées à celles provenant d'autres sources, comme des organisations non gouvernementales ou des organisations internationales. Comme indiqué ci-dessus, les systèmes d'information et de renseignement de la police peuvent être un sujet délicat et peuvent être couverts par des lois spéciales visant à en protéger le caractère confidentiel, ce qui empêchera ses interlocuteurs de répondre à certaines des questions de l'évaluateur.

- A. Existe-t-il un service national de statistique? Quelles sont les données établies en ce qui concerne l'analyse de la délinquance? D'où proviennent les données de base?
- B. Existe-t-il un établissement public ou privé de recherche criminologique qui publie des analyses des tendances de la délinquance ou de la criminalité? **Dans l'affirmative, rechercher des exemples récents.**
- C. Est-il compilé des statistiques concernant l'incidence de la délinquance au regard de différents critères? Ces statistiques sont-elles compilées dans un contexte local, régional et national? Le public y a-t-il accès? Les responsables des services de police locaux, régionaux et nationaux y ont-ils accès?
- D. Combien d'institutions participent-elles aux systèmes d'information et de renseignement criminel? Les services chargés de la sécurité de l'État ont-ils des compétences quelconques en matière de lutte contre la criminalité? Qui a compétence en matière de lutte contre le terrorisme?

- E. Combien de services de répression disposent-ils d'une base ou d'un réseau de bases de données pour appuyer leurs activités d'information ou de renseignement? Combien d'entre eux rassemblent-ils cette information au moyen d'un système sur support papier, comme des fiches? Combien d'entre eux ont accès à un Intranet de la police, c'est-à-dire à un circuit informatique fermé partagé par les services et agents de police? Combien d'institutions disposent-elles de ce que l'on pourrait appeler un service de renseignement criminel? Combien d'entre elles ont accès à des logiciels d'analyse brevetés comme iBase/i2, Xanalys Watson ou Unisys Holmes2?
- F. Lorsqu'il a été adopté un modèle d'action policière reposant sur le renseignement, existe-t-il des chiffres sur le nombre d'opérations menées sur la base d'efforts de renseignement? Quels en ont été les résultats?

3. CADRE JURIDIQUE ET RÉGLEMENTAIRE

Les systèmes d'information et de renseignement de la police peuvent être rigoureusement réglementés par la législation régissant les types d'information que la police peut rassembler, les fins auxquelles elles peuvent l'être et l'utilisation qui peut en être faite.

Il peut exister des lois qui empêchent totalement des tiers de savoir quel est le contenu des bases de données tenues par le gouvernement, y compris celles de la police, ou bien il peut y avoir des lois relatives à la liberté de l'information qui, inversement, garantissent un large accès à ces bases de données. Il y aura néanmoins toujours certaines informations qui ne seront pas divulguées en dehors des milieux directement intéressés, que cela soit dû à un penchant pour le contrôle de l'information ou à des raisons opérationnelles, par exemple pour éviter qu'une personne sache qu'elle se trouve dans le collimateur de la police.

Comme certaines des informations que détient la police sont sensibles et comme il est parfois utilisé des techniques intrusives pour les obtenir, la mise en place de mécanismes de supervision et de mesures de sécurité est particulièrement importante. Ces mécanismes et mesures seront habituellement définis par la loi ou par les codes de procédure.

Presque tous les pays ont un système de classement déterminant quelles sont les informations considérées comme sensibles ou secrètes. Comme le qualificatif "confidentiel" ou "secret" peut avoir un contenu différent selon les pays, la pratique communément suivie consiste aujourd'hui pour les gouvernements et les organisations militaires qui travaillent au plan transnational (par exemple au sein de l'UE ou de l'OTAN) à établir un "tableau d'équivalences" indiquant l'appellation et la nature de chaque niveau de confidentialité. Les termes les plus communément utilisés seront par exemple "confidentiel", "secret" ou "secret confidentiel", mais il peut y en avoir bien d'autres.

Lorsque des informations sont considérées comme confidentielles et comme relevant de l'une de ces catégories, des dispositions spéciales s'appliquent et elles ne seront communiquées qu'aux personnes ayant reçu les autorisations appropriées. Les mesures spéciales applicables au traitement de ces informations définiront non seulement qui peut avoir connaissance des informations confidentielles mais aussi les conditions dans lesquelles il sera possible d'y avoir accès, sur quel support ces informations peuvent être conservées, comment elles peuvent être transmises et comment elles doivent être détruites. Il se peut fort bien qu'aux termes de la législation nationale relative à la police, les informations générées par la police se trouvant en possession de celle-ci soient automatiquement considérées comme confidentielles même si leur contenu n'a rien de secret.

Il est apparu pendant le dernier quart du XXe siècle, sous l'effet des progrès sans précédent des technologies de l'information, une nouvelle doctrine concernant la protection des données personnelles (expression parfois abrégée en "protection des données"), qui s'est beaucoup développée dans certains pays, mais pas du tout dans d'autres, et qui constitue une branche du droit extrêmement complexe. Les pays qui souscrivent à cette doctrine considèrent que toutes les données qui peuvent identifier directement ou indirectement une personne vivante appartiennent à celle-ci et ne peuvent être détenues par des tierces parties que d'une façon très rigoureusement réglementée. La personne intéressée peut consentir à ce que des informations la concernant soient conservées par des tiers, mais ces informations ne peuvent pas être utilisées à des fins autres que celles qu'elle a limitativement acceptées. Lorsque des données sont nécessaires pour prévenir ou combattre la délinquance, il est prévu une certaine dérogation à l'exigence du consentement de l'intéressé, mais les autres règles demeurent applicables. Selon cette doctrine, par exemple: a) les données ne peuvent être communiquées à une tierce partie que s'il a été adopté des mesures appropriées pour en sauvegarder la confidentialité; b) les informations ne doivent être utilisées qu'aux fins auxquelles elles ont été initialement fournies; et c) une fois que les fins auxquelles les informations doivent être utilisées cessent d'exister, les informations doivent être éliminées. Ce concept est loin d'être accepté par tous les pays, ce qui ne manque évidemment pas d'avoir des incidences pour les échanges d'informations entre pays ayant adopté des mesures concernant la confidentialité de l'information et les autres. À ce jour, il n'a pas encore été trouvé de solution universellement acceptable à ce dilemme.

Dans les pays où les systèmes de protection des données et les lois relatives à la confidentialité de l'information sont bien établis, il existe généralement un organe officiel indépendant de supervision auquel des plaintes peuvent être adressées et qui est habilité à procéder à des inspections et à ordonner des modalités différentes de gestion des informations personnelles. En outre, la personne intéressée a le droit de recourir aux tribunaux si les informations la concernant sont utilisées à des fins inappropriées.

- A. Existe-t-il des lois ou des indications écrites concernant la collecte, la conservation, l'analyse et la diffusion d'information criminelle par la police ou à des fins policières? Quelles sont les activités autorisées? Quelles sont les contraintes et limitations prévues?
- B. Quelles sont les lois ou réglementations applicables à l'information confidentielle? Existe-t-il un système de classement visant à protéger le caractère confidentiel de l'information? Existe-t-il une loi relative à la protection des "secrets d'État"? À quelles conséquences s'expose une personne qui divulgue des informations confidentielles? Ce fait constitue-t-il une infraction pénale?
- C. A-t-il été promulgué des lois concernant la protection des données, la conservation des données personnelles et/ou la liberté de l'information? Quelles sont les dispositions applicables concernant les informations rassemblées à des fins policières? La loi impose-t-elle des responsabilités à l'institution qui détient les données pour qu'elle veille à ce que celles-ci soient exactes et pertinentes? La loi prévoit-elle un délai de révision à l'expiration duquel il doit être décidé si les raisons pour lesquelles les données personnelles sont détenues demeurent valables ou si les données en question doivent être éliminées? La personne intéressée a-t-elle le droit d'intenter une action en dommages-intérêts lorsque ses droits ont été violés?
- D. Existe-t-il un organe indépendant chargé de superviser l'application des lois relatives à la protection des données et de recevoir les plaintes d'atteinte à la vie privée? De quels pouvoirs cet organe est-il investi? Est-il consulté lorsqu'il est envisagé de promulguer de nouvelles lois en matière d'information et de renseignement? Cet organe supervise-t-il la collecte d'informations par les services de police? Publie-t-il périodiquement des rapports sur l'utilisation que les services de répression font des informations dont ils disposent?
- E. Quelles sont les autres institutions mises en place pour superviser la gestion des activités de la police en matière d'information et de renseignement? De quels pouvoirs sont-elles investies?
- F. Existe-t-il une commission parlementaire ou un autre organe officiel chargé de superviser les activités de la police en matière d'information et de renseignement? De quels pouvoirs ces organes sont-ils investis? Les évaluations de la police concernant les menaces stratégiques provenant de la criminalité organisée ou de la délinquance grave leur sont-ils communiquées? Voir la **Section 5.5** ci-dessous. Reçoivent-ils d'autres rapports de la police concernant les activités liées à l'information ou au renseignement? Le public a-t-il accès aux rapports de ces organes? Quel en est le contenu?
- G. Existe-t-il au niveau de l'exécutif un comité consultatif chargé de coordonner les activités de renseignement au plan national? Les services de répression y sont-ils représentés?
- H. Comment le principe du "besoin de savoir" est-il reflété dans la législation? S'il ne l'est pas, ce principe est-il consacré par des règlements ou des directives? Les agents de police peuvent-ils décrire ce que recouvre la règle du "besoin de savoir" et indiquer pourquoi elle est importante?

- I. Existe-t-il des lois et/ou des règlements relatifs à la sécurité de l'information? Existe-t-il un protocole, des règlements, une ordonnance ou des séries d'instructions indiquant les normes minimum à appliquer en matière de sécurité de l'information?
- J. La police est-elle autorisée par la loi à:
- Rassembler des informations, y compris des données personnelles?
 - Conserver et utiliser ces informations pour enquêter ou pour détecter et prévenir des crimes et délits?
 - Partager des informations avec d'autres services de renseignement nationaux ou étrangers?
 - Partager des informations avec des organisations internationales de police comme Interpol?
- K. La loi fait-elle aux entreprises de téléphonie cellulaire et aux prestataires de services Internet l'obligation de conserver les factures et les informations concernant l'utilisation que les abonnés font des services fournis?
- L. Des ordonnances, directives ou règlements ont-ils été promulgués concernant l'utilisation que la police peut faire des informations recueillies par le système de renseignement? Quelle en est la nature? Existe-t-il un code définissant les pratiques à suivre en matière de diffusion de l'information? À quand remonte la dernière mise à jour? Les services opérationnels de la police et les enquêteurs en ont-ils connaissance?
- M. La Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée a-t-elle été signée et ratifiée? En particulier, les dispositions de la Convention relatives au partage de l'information ont-elles été appliquées?

4. INFRASTRUCTURE

Bien que l'évaluateur ne doive pas s'attendre à ce que des systèmes de renseignement criminel bien développés se trouvent en place, il constatera que, partout, la police dispose d'informations et les utilise méthodiquement. Cela n'exige pas de systèmes informatisés, et une utilisation méthodique et organisée de dossiers sur support papier peut être tout aussi efficace.

L'utilisation par la police de systèmes d'information et de renseignement peut reposer sur des bases légales solides mais, si l'attitude de la police ne reflète pas des pratiques optimales et si la police ne suit pas de procédures appropriées et ne dispose pas de ressources adéquates, les lois promulguées n'auront guère d'effet pratique.

Il peut exister dans certains pays un service central spécial chargé du renseignement criminel, tandis qu'il pourra y avoir dans d'autres des départements spécialisés relevant des services de police existants (même au niveau du poste de police local) et, dans d'autres encore, il se peut que ce concept soit totalement inexistant.

Lorsque le cadre national des services de répression comprend plusieurs institutions ou organismes distincts (par exemple police nationale, gendarmerie, police judiciaire, service des douanes, service des gardes-frontières, etc.), le volume et la qualité des informations échangées et la rapidité avec laquelle il est donné suite aux demandes de renseignement indiqueront quel est le degré de coopération qui s'est instauré. Lorsqu'il n'existe pas de bases de données nationales contenant des informations sur la délinquance, ce qui est fort peu probable, il y a de grandes chances pour que les informations conservées soient fragmentées et se chevauchent. De solides mécanismes d'échange d'informations peuvent néanmoins remédier à un tel état de choses.

Les moyens de surveillance technique, comme les tables d'écoute, sont parfois concentrés entre les mains des institutions chargées de la sécurité nationale, auquel cas les demandes d'assistance de la police viendront après les priorités liées à la sécurité nationale.

4.1 CADRE JURIDIQUE ET RÉGLEMENTAIRE

Presque tous les pays disposent, sous une forme ou sous une autre, de sources d'information et de dossiers contenant les renseignements rassemblés, mais très peu d'entre eux ont promulgué une politique structurée et uniforme indiquant comment les combiner.

Toutefois, un cadre intégré d'information et de renseignement regroupera activement tous les niveaux et tous les aspects de l'action policière. La stratégie sera arrêtée sur la base des analyses; les priorités seront fixées et les ressources seront allouées sur la base de l'analyse; et les opérations et les patrouilles de la police seront dirigées sur la base de l'analyse.

- A. Existe-t-il une stratégie nationale, un plan national ou un document semblable exposant les priorités et les objectifs de l'action policière? Ces documents contiennent-ils une référence quelconque au renseignement criminel ou à la collecte d'informations en vue d'enquêtes ou de l'action policière en général? Qui est responsable de cette activité?

Une police animée par le renseignement est une stratégie ou une tactique qui tend à utiliser l'information et le renseignement pour rationaliser l'allocation de ressources et pour combattre les menaces qui, selon l'analyse, risquent de causer les plus graves dommages.

- B. Existe-t-il une stratégie nationale de renseignement criminel? Quel est son contenu? Qui en est responsable? Décrit-elle le concept de police lu par le renseignement? Les autres stratégies nationales de lutte contre la délinquance mentionnent-elles le renseignement criminel? Dans l'affirmative, quel est leur contenu?

4.2 INSTITUTIONS

- A. Existe-t-il une institution nationale responsable ou une institution principalement chargée de l'information et du renseignement criminel? Dans l'affirmative, quel est le rang de son directeur général? De qui relève celui-ci? Cette organisation s'emploie-t-elle à coordonner et à diriger toutes les activités liées à l'information et au renseignement? Quels sont ses objectifs? Si sa mission a été définie, quel est le contenu de cette définition? L'organisation a-t-elle élaboré un plan stratégique? Comment ce plan stratégique est-il censé améliorer et développer à l'avenir les systèmes d'information et de renseignement de la police?
- B. Lorsqu'il existe une institution nationale responsable ou une institution principalement chargée des systèmes d'information et de renseignement, quels sont ses effectifs? Son personnel est-il investi de pouvoirs de police? Est-il habilité à rassembler des informations et des renseignements de sa propre initiative? Est-il habilité à gérer un réseau d'informateurs?
- C. Quelles autres organisations ou institutions participent-elles à la collecte, à la conservation et à l'utilisation des informations destinées à la police?
- D. Lorsque chaque service de répression est chargé de gérer son propre système d'information et de renseignement, existe-t-il une série de normes communes concernant:
- La collecte, l'évaluation et l'analyse de l'information et du renseignement?
 - L'enregistrement et l'archivage des informations?
 - Les normes de sécurité?
 - Les rapports et comptes rendus?
- E. Existe-t-il, au plan régional, des départements, unités ou sections chargés de l'information et du renseignement? De combien d'analystes, le cas échéant, disposent-ils?

- F. Existe-t-il au niveau du poste de police local des départements, unités ou sections chargés de l'information et du renseignement? De combien d'analystes, le cas échéant, disposent-ils?
- G. Existe-t-il des départements, unités ou sections d'information et de renseignement organisés et gérés dans le cadre d'une direction indépendante de la police judiciaire ou relèvent-ils du responsable local de la police?
- H. D'autres agents de police, des membres du personnel du parquet et des juges sont-ils formés à la collecte et à l'utilisation d'informations sur la criminalité? Est-il organisé à l'attention des responsables des enquêtes des cours spéciaux sur la façon d'utiliser les analystes ainsi que de diriger leur travail et de répartir les tâches entre eux?

4.3 PERSONNEL

L'on pense généralement aujourd'hui, même si cela n'est peut-être pas vrai dans tous les cas, que les systèmes techniques et le matériel de sécurité sont maintenant si perfectionnés qu'il paraît plus facile et plus économique pour les délinquants d'essayer plutôt de corrompre ceux qui les administrent. Il importe par conséquent de veiller à l'intégrité du personnel qui administre les systèmes d'information et de renseignement de la police.

Comme les informations dont dispose la police ne doivent pas tomber entre toutes les mains, les personnes sélectionnées pour s'occuper de ce travail doivent répondre à des normes d'intégrité plus élevées que celles qui s'appliquent dans d'autres domaines de l'action policière. Aussi a-t-il fréquemment été établi des systèmes permettant de vérifier les antécédents du personnel des services de renseignement et d'évaluer les risques qu'ils peuvent représenter.

- A. Les membres du personnel appelés à travailler sur les systèmes d'information et de renseignement sont-ils soumis à des procédures de sélection supplémentaires pour évaluer leur fiabilité, ou existe-t-il un système de vérification de leurs antécédents? Ces évaluations sont-elles revues régulièrement? Que se passe-t-il si quelqu'un "échoue" à cette évaluation? Cela arrive-t-il fréquemment?
- B. Il se peut que nul n'ait été officiellement désigné comme analyste et, lorsqu'un tel poste existe, que son titulaire n'ait pas reçu d'instructions formelles dans ce domaine. Toutefois, il se trouvera fréquemment une personne responsable de la tenue des dossiers locaux, à laquelle s'adresseront les autres agents lorsqu'ils auront besoin d'informations concernant tel ou tel délinquant.

Un système d'information et de renseignement ne peut être efficace que si l'on peut compter sur des analystes qualifiés et expérimentés. La formation des analystes coûte cher et, si leur travail n'est pas apprécié à sa juste valeur, il se peut qu'ils ne tardent pas à vendre leurs aptitudes bien plus cher dans le secteur privé. Chacun s'accorde à reconnaître que la rétention du personnel d'analyse constitue un problème.

- C. Des membres du personnel sont-ils désignés comme "analystes"? Comment sont-ils sélectionnés? Sont-ils recrutés parmi les autres agents de police ou bien sont-ils recrutés directement? Sont-ils engagés à l'issue d'une procédure de sélection objective? Quels sont les critères de sélection? Quelles sont les qualifications exigées? La procédure de sélection comporte-t-elle des tests psychométriques?
- D. Les analystes reçoivent-ils une instruction formelle? Est-il organisé périodiquement à leur intention des cours de recyclage? A-t-il été élaboré pour les analystes un système de promotion et d'organisation des carrières? Quelle est la proportion d'analystes qui restent au service de la police au moins cinq ans après avoir été formés? Quelle est la rémunération des analystes en comparaison à celle des agents de police chargés des patrouilles?

- E. Lorsque le personnel a accès à des ordinateurs, les analystes ont-ils à leur disposition des logiciels d'analyse spécialisés? Dans l'affirmative, quels sont-ils? Des moyens techniques sont-ils suffisants pour pouvoir exploiter pleinement ces logiciels? Lorsque des ordinateurs sont disponibles, sont-ils fiables, par exemple du point de vue de la mémoire et de l'alimentation électrique?

4.4 ORGANISATION DE L'INFORMATION

L'information constitue la base même de toute enquête criminelle et, même si beaucoup de pays n'ont pas encore introduit de bases de données informatisées, des résultats semblables peuvent être obtenus au moyen d'un archivage soigneux et exact de dossiers sur papier ou de fiches, les seules différences tenant habituellement au volume du dossier, aux aptitudes de l'archiviste et à la rapidité de la recherche de l'information.

Les bases de données informatisées exigent un investissement significatif qui est fréquemment sous-estimé. En effet, le matériel peut rapidement devenir obsolète et les licences de logiciels exigent des abonnements fréquents et onéreux. Elles présentent néanmoins d'importants avantages en ce sens qu'elles permettent d'administrer un volume de données qui, autrement, serait bientôt impossible à gérer.

Le recours à l'informatique peut certes réduire les effectifs nécessaires pour accomplir certaines tâches, mais les économies pouvant être réalisées se trouvent considérablement réduites lorsque la main-d'œuvre est bon marché. Il va de soi qu'un ordinateur est beaucoup plus rapide et beaucoup plus exact mais, d'un autre côté, rares sont les tâches qui peuvent être accomplies sur ordinateur et qui ne peuvent pas l'être manuellement.

4.4.1 Cas dans lesquels l'information est conservée uniquement sur papier

- A. La police tient-elle des registres, dossiers ou répertoires d'informations utiles? Dans l'affirmative, que contiennent-ils? En particulier, contiennent-ils des déclarations d'infractions, des antécédents criminels et des empreintes digitales? Où se trouvent ces dossiers et archives? Les dossiers sont-ils conservés en un lieu central ou par une institution nationale ou principale? Dans la négative, les divers services de police disposent-ils de leur propre registre central? Les circonscriptions locales de la police tiennent-elles de tels registres? Les informations sont-elles indexées et comportent-elles des renvois croisés? Avec quelle facilité peut-on avoir accès à ces registres et rechercher l'information?
- B. Lorsqu'ils existent, combien de dossiers ou de registres y a-t-il? Combien de nouveaux fichiers sont-ils reçus chaque jour? Qui en est responsable? D'où provient l'information? Dans quelle mesure l'information ancienne est-elle supprimée lorsqu'elle ne sert plus à rien? Selon quelle procédure cette décision est-elle prise?
- C. Les agents peuvent-ils de leur propre initiative demander la recherche d'informations et de dossiers ou une telle demande doit-elle être autorisée par un officier supérieur ou par un procureur? Ces demandes doivent-elles être présentées par écrit? En moyenne, combien de temps faut-il pour qu'il soit donné suite à une demande?
- D. À quels niveaux (local, régional et national) les agents de police et/ou analystes ont-ils accès aux dossiers et registres nationaux contenant les informations détenues par la police? Comment ces informations sont-elles communiquées? Les moyens de transmission sont-ils sécurisés et sont-ils de nature à protéger l'information contre toute altération?

Bien que des empreintes génétiques comme l'ADN soient de plus en plus fréquemment utilisées pour les enquêtes, il s'agit d'un domaine relativement nouveau, et il est certain que la plupart des pays n'ont pas les moyens techniques ni les compétences nécessaires. Les questions à ce sujet ne figurent dans le présent outil que dans un souci de complétude et les réponses ne doivent pas être considérées comme dénotant une déficience technique quelconque.

- E. Est-il collecté des empreintes génétiques? Comment sont-elles conservées? Combien de dossiers existe-t-il? Les informations génétiques sont-elles communiquées à des organes internationaux de répression comme Interpol?

Il est important de noter qu'Interpol dispose d'autres bases de données qui peuvent être utiles pour organiser l'information, par exemple des bases de données concernant les empreintes digitales, les documents de travail perdus ou volés, la pornographie infantile, les œuvres d'art volées et les véhicules à moteur volés, entre autres.

- F. Existe-t-il d'autres dossiers ou fichiers d'informations classées qui peuvent être utiles aux services de répression, par exemple des archives concernant les propriétaires de véhicules, les titulaires de permis de conduire, les antécédents financiers, le lieu de résidence, etc.? Les étrangers au pays ou à la région doivent-ils déclarer leur présence à la police locale, ce qui est souvent fait automatiquement au moyen des fiches d'hôtel? Dans l'affirmative, à quel niveau ces informations sont-elles rassemblées? Si les nationaux sont munis de cartes d'identité, celles-ci sont-elles délivrées par la police? Les informations à ce sujet sont-elles disponibles à des fins d'enquête?
- G. Lorsque des dossiers sont consultés ou demandés, est-il tenu un registre des personnes ayant pris connaissance de l'information ou ayant formulé la demande, quand et pourquoi? L'accès à cette information n'est-il accordé qu'aux personnes qui ont besoin de la connaître?
- H. Les bureaux sont-ils dotés de déchiqueteuses pour détruire les documents confidentiels? Existe-t-il des conteneurs spéciaux pour l'élimination des papiers confidentiels? Quelles sont les règles régissant le contrôle et l'utilisation de ces moyens?

4.4.2 Cas dans lesquels l'information est également conservée sous forme électronique

- A. Existe-t-il une base de données nationale ou principale contenant les informations sur la criminalité et la délinquance? Dans la négative, les services de police disposent-ils de leurs propres systèmes de renseignement et bases de données? Ces diverses bases de données sont-elles reliées entre elles? Est-il possible de faire une recherche dans toutes les bases de données simultanément en temps réel? Dans la négative, avec quelle facilité peut-on faire une recherche dans toutes les bases de données avec les mêmes critères de recherche?
- B. Lorsqu'il existe une base de données nationale ou principale contenant des informations sur la délinquance et les criminels, quelles en sont l'infrastructure et l'architecture? Combien de données contient-elle? Combien de nouvelles données y sont-elles entrées chaque jour? Qui en est responsable? D'où proviennent les données? Combien de données anciennes sont-elles éliminées lorsqu'elles n'ont plus d'utilité? Selon quelle procédure cette décision est-elle prise?
- C. Les agents peuvent-ils de leur propre initiative demander la recherche d'informations et de dossiers (sur papier et sous forme électronique) ou une telle demande doit-elle être autorisée par un officier supérieur ou par un procureur? Ces demandes doivent-elles être présentées par écrit? En moyenne, combien de temps faut-il pour qu'il soit donné suite à une demande?

- D. À quels niveaux (local, régional et national) les agents de police et/ou analystes ont-ils accès aux dossiers et bases de données nationaux contenant les informations détenues par la police? Les principaux bureaux de la police aux échelons local, régional et national disposent-ils de terminaux d'accès à ces bases de données? Les communications à destination et à partir de ces bureaux sont-elles chiffrées? Les terminaux sont-ils protégés par des mots de passe personnels et/ou d'autres mesures de sécurité?
- E. Quels sont les arrangements applicables à la conservation et à la recherche de déclarations d'infractions, de casiers judiciaires, d'empreintes digitales et, s'il en est rassemblé, d'empreintes génétiques? N'importe quel agent de police peut-il avoir accès à ces dossiers ou une autorisation des services du parquet ou d'un juge est-elle requise? Existe-t-il une base de données nationale contenant des empreintes génétiques? Les informations concernant les empreintes génétiques sont-elles partagées avec la base de données d'Interpol? A-t-il été mis en place un système automatisé d'identification des empreintes digitales (AFIS)? Lorsqu'un système AFIS a été établi, où se trouvent les numériseurs du système? Les empreintes digitales de tous les suspects sont-elles numérisées pour être entrées dans le système AFIS? Combien de fichiers d'empreintes digitales et d'empreintes génétiques sont-ils conservés? Quel est le sort réservé aux empreintes génétiques et aux empreintes digitales si, en définitive, le suspect est jugé non coupable?
- F. Existe-t-il d'autres dossiers ou fichiers d'informations classées qui peuvent être utiles aux services de répression, par exemple des archives concernant les propriétaires de véhicules, les titulaires de permis de conduire, les antécédents financiers, le lieu de résidence, etc.? Les étrangers au pays ou à la région doivent-ils déclarer leur présence à la police locale, ce qui est souvent fait automatiquement au moyen des fiches d'hôtel? Dans l'affirmative, à quel niveau ces informations sont-elles rassemblées? Ces informations sont-elles entrées dans une base de données à plus large diffusion? Si les nationaux sont munis de cartes d'identité, celles-ci sont-elles délivrées par la police? La police conserve-t-elle les informations provenant des cartes d'identité sous forme électronique? Les informations à ce sujet sont-elles disponibles à des fins d'enquête?
- G. Lorsque des systèmes informatiques ont été mis en place, dans quelle mesure l'infrastructure technique est-elle fiable? Existe-t-il de longs temps d'arrêt pendant lesquels il n'est pas possible d'avoir accès à l'information? L'accès à toutes les bases de données est-il protégé par des mots de passe personnels et/ou d'autres mesures de sécurité? Le système comporte-t-il un dispositif hiérarchique d'accès de sorte que les informations puissent être consultées uniquement par les personnes qui doivent en avoir connaissance pour s'acquitter de leur tâche?
- H. Les bases de données confidentielles sont-elles accessibles uniquement au moyen de machines indépendantes, c'est-à-dire non reliées à l'Internet ou à l'Intranet? Est-il pris des précautions pour éviter toute copie non autorisée des informations, et notamment des précautions aussi élémentaires que l'apposition de scellés sur les dispositifs à disque souple, l'interdiction d'accès aux logiciels d'enregistrement de CD-Rom et le blocage des ports USB? Le nom de l'utilisateur et la date et l'heure sont-ils enregistrés systématiquement lors de chaque tentative d'accès? Est-il utilisé un solide logiciel antivirus?
- I. Les bureaux sont-ils dotés de déchiqueteuses pour détruire les documents confidentiels? Existe-t-il des conteneurs spéciaux pour l'élimination des papiers confidentiels? Quelles sont les règles régissant le contrôle et l'utilisation de ces moyens?

- J. Où se trouve le matériel utilisé par les systèmes d'information et de renseignement de la police? Les murs des bâtiments et/ou des bureaux sont-ils solides? Existe-t-il un périmètre de sécurité visant à interdire tout accès non autorisé aux systèmes? Les antécédents des membres du personnel et des techniciens sont-ils vérifiés? Le bâtiment est-il subdivisé en plusieurs zones de sécurité dont l'accès est restreint selon qu'il convient?

5. LE RENSEIGNEMENT CRIMINEL EN TANT QUE PROCESSUS

Dans tous les cas où le concept de renseignement criminel a été officiellement adopté, les principales étapes du cycle de l'information seront représentées sous une forme ou sous une autre: collecte, évaluation, classement, analyse, diffusion et, parfois, direction.

La liste ci-après reflète la structure, les fonctions et les moyens minimums requis pour que la police puisse utiliser un système rudimentaire mais efficace d'information et de renseignement:

- Règles concernant les modalités de collecte de l'information (et les fins de son utilisation);
- Règles concernant la sécurité de l'information;
- Système de classement en vue de protéger la confidentialité de l'information;
- Connaissance et application du principe du "besoin de savoir";
- Règles concernant les personnes auxquelles l'information peut être divulguée;
- Système de classement de l'information en fonction de son intérêt et de son importance (sur support papier et/ou sur ordinateur);
- Fourniture à tous les agents d'encouragements actifs et de moyens pour qu'ils communiquent ces informations;
- Système d'assurance-qualité (et d'évaluation des sources) des informations reçues;
- Système de classement des principaux catalogues d'informations (comme déclarations d'infractions, casiers judiciaires et empreintes digitales);
- Accès à ces catalogues et moyens de recherche;
- Mécanisme de demande d'informations à d'autres institutions, organisations ou pays;
- Analystes formés;
- Normes et directives concernant le contenu des fiches et rapports d'analyse et des autres produits des services de renseignement;
- Examen actif des produits de l'analyse en tant qu'élément du processus de gestion.

Ces éléments seraient les mêmes aux échelons national, régional et local, sauf pour ce qui est de leur échelle et de leur degré de perfectionnement, qui dépendront de la quantité et de la nature du matériel et des logiciels spécialisés disponibles.

5.1 COLLECTE

Le lieu ou la personne dont proviennent les informations est appelé une "source". L'information et le renseignement peuvent provenir de n'importe quelle source, où qu'elle se trouve, et à n'importe quel moment. Cependant, la source de renseignement criminel la plus importante (et souvent la moins utilisée) est les agents qui, par leurs patrouilles, se trouvent en contact constant avec la collectivité et sont les premiers à arriver sur les lieux d'un crime. Plus le concept de renseignement criminel est développé, et plus riche sera l'information fournie par ces agents.

5.1.1 Sources primaires

- A. Les agents de police peuvent-ils dans le cadre normal de leurs activités présenter un compte rendu (sur papier ou sous forme électronique) de l'information qu'ils ont reçue? Sont-ils encouragés à le faire? Est-il appliqué un système quelconque de mesure des performances pour ce qui est des efforts d'information et de renseignement des agents de police?
- B. A-t-il été promulgué une norme nationale commune pour l'enregistrement de l'information et du renseignement? Une terminologie et des formats communs sont-ils utilisés?

- C. Existe-t-il un réseau d'agents de police spécialisés chargés de rassembler des informations et de développer le renseignement? Dans l'affirmative, quels sont leurs effectifs? Quelles sont les définitions d'emploi des intéressés? Comment ceux-ci sont-ils dirigés?
- D. Après la réalisation d'une opération de police, les agents sont-ils officiellement interrogés pour déterminer quels enseignements ils en ont retirés? Les réponses sont-elles classées comme relevant de l'information ou du renseignement? Comment et à qui sont-elles communiquées?

L'expression "source libre" désigne toutes les sources d'informations qui peuvent être obtenues légalement et gratuitement, sur demande, ou bien moyennant paiement d'un droit ou selon d'autres modalités. L'on dit fréquemment que, dans l'analyse stratégique, 90% des indications et des informations utilisées proviennent de sources libres. Il existe des entreprises commerciales qui offrent de puissants moteurs de recherche et donnent accès aux médias, revues spécialisées et rapports gouvernementaux du monde entier. Toutefois, ces services peuvent être onéreux. À l'autre extrême, l'on peut aussi utilement se référer à la presse et aux autres médias locaux.

- E. Les analystes ont-ils accès à l'information de source libre? Quelles sont les principales sources d'information à leur disposition? Se présentent-elles sur support papier (par exemple des journaux) ou sous forme électronique? Est-il contracté des abonnements à des prestataires commerciaux de services d'information (comme Reuters ou Lexis-Nexis)?

5.1.2 Surveillance clandestine

La surveillance clandestine est une méthode particulièrement intrusive de collecte d'éléments de preuve. Lorsque des mesures de surveillance clandestine sont utilisées, il faut peser soigneusement le droit d'un suspect à la vie privée au regard de la nécessité de faire enquête sur les crimes et délits graves. Les dispositions relatives à la surveillance clandestine doivent tenir pleinement compte des droits du suspect. Dans différentes décisions, les organes internationaux chargés de la surveillance du respect des droits de l'homme et divers tribunaux se sont prononcés sur la recevabilité des éléments de preuve provenant d'une surveillance clandestine et sur les critères auxquels doivent répondre de telles mesures. Il y aura lieu de se référer à ces décisions. L'on trouvera une discussion détaillée de cette question dans le commentaire de l'article 116 du Code de procédure pénale type (Projet, 30 mai 2006). Dans les pays où les pouvoirs publics exercent un contrôle autoritaire sur la population, l'emploi de telles méthodes peut être généralisé. D'autres pays appliquent un certain nombre de mesures de sauvegarde rigoureuses pour éviter les abus, et exigent que l'infraction soit grave, que l'utilisation d'une telle méthode soit absolument indispensable pour que l'affaire aboutisse et que des éléments de preuve essentiels ne puissent pas être obtenus au moyen de techniques moins intrusives. L'utilisation de telles méthodes est communément soumise à un contrôle judiciaire ou à un contrôle indépendant, lequel est requis par le droit international relatif aux droits de l'homme.

- A. Les enquêteurs sont-ils autorisés à utiliser des méthodes clandestine d'enquête, et notamment les suivantes:
- Interception des télécommunications?
 - Interception du courriel?
 - Interception du courrier postal?
 - Utilisation de tables d'écoute?
 - Utilisation d'appareils de localisation?
 - Utilisation d'équipes de surveillance?
 - Recours à une surveillance photographique?
 - Utilisation de fausses identités personnelles et institutionnelles?
 - Utilisation d'informateurs?
 - Ouverture de lettres, colis, conteneurs et paquets?
 - Achat simulé d'une marchandise?
 - Simulation de corruption?
 - Livraisons surveillées?
 - Surveillance clandestine en temps réel des transactions financières?

- Divulgarion de données financières. Il s'agit d'obtenir des informations d'une banque ou d'un établissement financier au sujet de dépôts, de comptes ou de transactions.

Pour une énumération des mesures clandestines, voir également le **CODE DE PROCÉDURE PÉNALE TYPE (PROJET, 30 mai 2006)**.

- B. L'utilisation de méthodes clandestines est-elle réglementée par la loi? Quelles sont les conditions préalables qui doivent être réunies avant que ces méthodes puissent être utilisées? Qui autorise leur utilisation: procureur, juge ou haut gradé de la police? Est-il fixé des délais à la validité de l'autorisation? L'emploi de ces méthodes est-il soumis à une supervision et à un suivi indépendant? Les résultats de l'emploi de ces méthodes sont-ils recevables comme preuve lors du procès? Des règles de preuve spéciales s'appliquent-elles? Dans l'affirmative, quelles sont-elles?
- C. Quelle est la fréquence annuelle de l'utilisation des tables d'écoute? D'autres formes d'interception?
- D. Ces méthodes sont-elles employées directement par la police, ou bien un autre organisme gouvernemental s'y trouve-t-il impliqué? Que pensent les praticiens de l'utilité de ces méthodes? Celles-ci suffisent-elles eu égard à la situation qui prévaut dans le pays? Dans la négative, quels devraient être, à leur avis, les autres moyens à employer

5.1.3 Informateurs

L'utilisation d'informateurs comme sources d'information et comme moyen de renseignement est une pratique qui remonte loin dans l'histoire. Dans certains pays, l'utilisation d'informateurs et les relations avec ceux-ci, c'est-à-dire leur "gestion", sont centralisées tandis que, dans d'autres, les agents entretiennent des relations personnelles avec des informateurs sans aucune supervision. Les informateurs peuvent être mus par bien des raisons différentes. Il peut s'agir de "citoyens engagés" qui fournissent des informations par sens du devoir civique, mais aussi de criminels endurcis qui cherchent à éliminer l'opposition. Des informations peuvent être fournies en échange de certains avantages personnels ou, plus généralement, en contrepartie d'un bénéfice pécuniaire. En raison du secret qui entoure les relations avec les informateurs et comme les sommes d'argent en cause peuvent être importantes, il existe d'énormes risques d'abus. Généralement parlant, la fiabilité et la source des renseignements communiqués par un informateur doivent être évaluées soigneusement et, si possible, corroborées. Simultanément, force est de reconnaître que la police a une obligation de protection à l'égard de leurs informateurs et doivent les mettre à l'abri de représailles.

Voir également la **Section 5.7, POLICE: INTÉGRITÉ ET RESPONSABILITÉ DE LA POLICE**.

- A. Le recours à des informateurs est-il réglementé par la loi?
- B. Comment les informateurs sont-ils gérés? Leur identité est-elle enregistrée dans un dossier confidentiel? L'identité des informateurs n'est-elle connue que de ceux qui traitent avec eux? Un officier supérieur a-t-il été désigné pour superviser les relations entre la police et les informateurs? Existe-t-il un service spécial qui s'occupe des informateurs? Dans l'affirmative, avec combien d'informateurs la police traite-t-elle actuellement?
- C. Est-il organisé une formation spéciale concernant l'utilisation d'informateurs? Les enquêteurs sont-ils tous autorisés à avoir un réseau d'informateurs ou cette autorisation est-elle limitée à des officiers spécialement sélectionnés? L'identité des informateurs est-elle tenue confidentielle lorsqu'ils déposent devant un tribunal? A-t-il été promulgué une politique concernant la protection des informateurs et leurs dépositions devant les tribunaux?
- D. Comment les informateurs sont-ils payés? Sont-ils payés selon les résultats ou selon le volume de l'information qu'ils fournissent? Les paiements à l'informateur sont-ils faits par l'enquêteur qui traite avec lui ou séparément? Comment les paiements sont-ils

comptabilisés? Doit-il être obtenu des reçus? Qui vérifie les paiements faits à des informateurs?

5.1.4 Élargir le filet

Nul ne peut jamais connaître toutes les informations qui existent sur un sujet déterminé. Les lacunes qui caractérisent les résultats des recherches peuvent sérieusement compromettre la fiabilité du produit final. Cependant, un analyste peut améliorer la situation en essayant d'acquérir toutes les informations disponibles sur un sujet déterminé en puisant dans les renseignements détenus par d'autres sources d'information.

Le partage de l'information est un concept fondé sur la réciprocité et les avantages mutuels et, si les flux d'information ne sont pas à double sens, ils risquent de s'assécher rapidement.

Voir également la **Section 6, Partenariats**, ci-dessous.

5.2 ÉVALUATION

La règle est aujourd'hui que toutes les informations ou tous les renseignements rassemblés soient évalués sur la base: a) de la fiabilité antérieure de la source d'information, et b) de la mesure dans laquelle celle-ci a une connaissance directe des informations qu'elle fournit (par exemple a-t-elle acquis directement les informations, ou bien les tient-elle de quelqu'un d'autre?). Il y a pour cela différents systèmes mais, essentiellement, elle repose sur la même idée: établir une estimation des risques de la fiabilité de l'information. Fréquemment, l'évaluation débouchera sur un "code d'évaluation des sources" composé d'une lettre et d'un numéro choisis au moyen d'une matrice standard. L'évaluation doit être continuellement revue étant donné qu'il peut apparaître de nouvelles informations de nature à en modifier les résultats.

Conjointement avec cette évaluation, l'on peut ajouter un autre code de "manipulation" ou de "diffusion" qui limite la mesure dans laquelle les informations peuvent être divulguées, l'idée étant d'éviter que des informations sensibles soient communiquées à des personnes non autorisées.

- A. L'agent de police qui communique une information est-il tenu d'en évaluer la source? Comment les résultats de cette évaluation accompagnent-ils l'information ou sont-ils mentionnés dans le dossier? Est-il ajouté un code indiquant les personnes auxquelles l'information peut être divulguée? Cette évaluation est-elle continuellement revue?
- B. Existe-t-il un système de supervision et d'assurance-qualité de l'information rassemblée? Dans l'affirmative, quelle est la proportion de rapports retournés à leur auteur pour correction ou révision? Quelle est la proportion de rapports qui sont rejetés pour ne pas répondre aux normes requises?
- C. Existe-t-il des règles interdisant l'utilisation d'informations obtenues en violation des droits de l'homme (par exemple par la torture)?

5.3 CLASSEMENT

- A. Tous les dossiers et fichiers reçus sur support papier ou sous forme électronique sont-ils archivés, référencés et classés pour être prêts à être utilisés? Qui est chargé de ce travail? Est-il utilisé un logiciel de stockage des données?

5.4 ANALYSE

Il y a essentiellement deux catégories d'analyses: l'analyse stratégique, qui envisage la situation de plus haut et dans une perspective à plus longue échéance, et l'analyse tactique, essentiellement axée sur des objectifs opérationnels immédiats. Les systèmes d'information et de renseignement stratégiques ont pour but de dégager des tendances et de détecter des menaces naissantes, tandis que les systèmes d'information et de renseignement tactiques se rapportent à une situation existante ou à une opération en cours, souvent en temps réel.

L'analyse replace l'information dans son contexte, en déduit la signification, met en relief les lacunes des connaissances existantes, suggère la suite probable des événements et formule des recommandations concernant les mesures qui peuvent être adoptées à l'avenir.

Le travail d'analyse peut être mis en route par des anomalies, des tendances ou des liens dont l'analyste lui-même a relevé l'existence durant le cours normal de ses activités mais, plus habituellement, il sera entrepris sur l'initiative de cadres supérieurs qui ont posé une question ou demandé qu'une étude spécifique soit réalisée.

Les résultats de l'analyse peuvent être présentés de diverses façons, selon ce que recherchent les personnes auxquelles ils s'adressent. Il pourra s'agir de rapports détaillés sur des questions stratégiques complexes ou, plus simplement, d'un bref compte rendu oral sur une opération déterminée.

Les résultats du travail des services de renseignement doivent être logiques, concis et accessibles et être accompagnés de recommandations claires et dépourvues d'équivoque étayées par des preuves solides. Regrettablement, lorsque les flux d'information sont insuffisants et leurs sources peu solides, le résultat de l'analyse sera lui aussi défaillant.

- A. Des analystes formés sont-ils disponibles? Dans la négative, des agents ont-ils été chargés d'administrer et de classer les informations et les dossiers de la police, et quelles personnes les autres agents peuvent-ils consulter pour obtenir des informations de caractère général ou des conseils au sujet d'un délinquant?
- B. A-t-il été promulgué des directives concernant ce que doivent contenir les différents types de rapports d'analyse? Les analystes en ont-ils connaissance? Quand ces directives ont-elles été rédigées? Les rapports doivent-ils être présentés sous une forme prescrite? Les rapports d'analyse contiennent-ils des résumés récapitulant les principales preuves, conclusions et recommandations? Sont-ils rédigés en termes simples et dépourvus d'équivoque? Les conclusions et recommandations sont-elles suffisamment détaillées aux fins de l'action opérationnelle? Les recommandations sont-elles étayées par des preuves?
- C. Est-il établi des rapports décrivant certains crimes ou délits ou comportements criminels et leurs caractéristiques communes, c'est-à-dire des "profils problématiques"? Est-il établi des rapports sur les délinquants notoires, leurs modes de vie, leurs complices et leurs activités criminelles, c'est-à-dire leurs "profils cibles"? Est-il établi des rapports sur le fonctionnement des marchés illicites, c'est-à-dire des "profils des marchés"?
- D. L'analyse des points chauds est devenue une méthode communément utilisée pour déterminer la densité et les autres caractéristiques géo-temporelles de l'activité criminelle. Les logiciels modernes peuvent établir des cartes interactives extrêmement détaillées qui contiennent une masse énorme d'informations. Toutefois, des résultats semblables peuvent être obtenus en utilisant des épingles de couleurs sur une carte imprimée.
- E. Les analystes, lorsqu'il y en a, réalisent-ils des analyses des points chauds de criminalité? Le font-ils manuellement ou au moyen d'un ordinateur? À qui ces cartes sont-elles distribuées et pour quelle raison? Y a-t-il eu des cas dans lesquels ces cartes ont influencé la formulation des politiques ou débouché sur une intervention tactique?

- F. Les graphiques à flèches sont également un outil communément utilisé par des analystes pour représenter visuellement les relations entre les divers aspects d'une enquête, par exemple les individus, les localités, les numéros de téléphone, les véhicules à moteur.

Cet outil est particulièrement utile pour classer et visualiser les liens entre de grandes quantités de données, surtout lorsque les preuves doivent être présentées au tribunal. Des logiciels de pointe (comme I-Base ou Xanalys) peuvent être utilisés pour établir des graphiques, mais ceux-ci peuvent également être produits à la main.

- G. Les analystes savent-ils comment établir des graphiques à flèches? Ces graphiques sont-ils établis à la main ou au moyen de logiciels informatiques?
- H. Les analystes réalisent-ils d'autres types de travaux, comme des analyses des communications téléphoniques ou des analyses financières?
- I. Avec quelle fréquence les analystes sont-ils appelés à établir un rapport spécifique? Que pensent les cadres de la police du concept d'information et de renseignement criminel? Qu'en pensent les enquêteurs et les agents de police qui patrouillent? Les responsables des enquêtes, y compris procureurs ou juges d'instruction, le cas échéant, considèrent-ils que leur travail est facilité par les analyses? Y a-t-il eu des cas dans lesquels une affaire a été réglée ou l'enquête a beaucoup avancé grâce à l'intervention d'un analyste?
- J. Les analystes sont-ils appelés à travailler en temps réel sur des opérations en cours? Sont-ils cooptés pour faire partie d'équipes chargées d'enquêter sur des incidents de grande envergure ou d'équipes spéciales conjointes interinstitutions? Quel est le rôle qui leur est confié? Établissent-ils des profils et des analyses qui sont utilisés pour éclairer et diriger la prise de décisions par le responsable de l'enquête ou le procureur?

5.5 DIFFUSION

Les rapports d'analyse, à moins qu'ils ne s'adressent au public, ne doivent être communiqués qu'à ceux qui ont un "besoin de savoir" (voir ci-dessus).

Beaucoup de gouvernements ayant entrepris de formuler une stratégie nationale de lutte contre la criminalité organisée ont constaté qu'il était utile de compiler une évaluation nationale des menaces représentées par ce phénomène. Une telle évaluation rassemble et classe toutes les informations disponibles des principaux responsables de la délinquance, des préjudices qu'ils causent et de l'évolution vraisemblable de leurs agissements criminels. Simultanément, elle met en relief les menaces ou phénomènes nouveaux apparaissant comme prenant de l'importance et pouvant être évités au moyen d'une intervention rapide avant qu'ils ne deviennent un problème majeur.

De telles évaluations stratégiques nationales sont fondées sur l'accumulation des informations rassemblées au plan local, lesquelles sont ensuite combinées pour brosser un tableau de la situation au plan national. Les conclusions retirées au plan local peuvent alors être analysées et comparées à celles qui se dégagent dans d'autres régions du pays.

Les informations objectives que reflète une telle évaluation des menaces constituent un instrument précieux pour les décideurs, qui peuvent les utiliser pour formuler des politiques de nature à avoir l'impact maximum à moindres frais grâce à une allocation ciblée des ressources.

Toutefois, comme dans le cas des autres types d'analyse, le résultat final dépendra de la qualité et de la complétude des informations fournies ainsi que des compétences de l'analyste.

5.5.1 Évaluations stratégiques

- A. Est-il établi une évaluation nationale de la menace représentée par la délinquance ou d'autres types de rapports stratégiques sur la criminalité? Ces documents évaluent-ils et décrivent-ils la situation actuelle et émergente de la délinquance au plan national? Qui est chargé de les coordonner? Qui en définit le contenu? À qui s'adressent-ils? Ces documents répondent-ils à ce que l'on attend d'eux?
- B. Est-il établi des évaluations de la menace représentée par la délinquance ou des rapports stratégiques sur la criminalité aux échelons régional et local? Ces documents sont-ils utilisés pour compléter et développer l'évaluation ou les rapports stratégiques nationaux? Évaluent-ils et décrivent-ils la situation actuelle et émergente de la délinquance aux plans régional et/ou local?
- C. Des évaluations et analyses stratégiques sont-elles communiquées au directeur général de la police? Celui-ci formule-t-il des observations sur le contenu de ces évaluations et analyses? Quelle est l'utilisation qui en est faite? Y a-t-il eu des cas dans lesquels de tels rapports ont débouché sur la formulation de nouvelles politiques ou stratégies ou sur leur modification?

5.5.2 Évaluations tactiques

- A. Les agents de police reçoivent-ils les informations provenant des services de renseignement pouvant les intéresser dans leur travail quotidien? Dans l'affirmative, avec quelle fréquence et quel est le contenu de ces informations? Les informations qui leur sont communiquées portent-elles notamment sur les tendances et l'évolution possible de la situation dans le secteur? Les patrouilles de la police considèrent-elles que cette information facilite leur travail?
- B. Le chef de la police locale et le responsable des services de lutte contre la criminalité reçoivent-ils périodiquement, sinon quotidiennement, des rapports sur l'activité criminelle dans la circonscription? Avec quelle fréquence des réunions d'information sont-elles organisées? De quoi traitent-elles? Les informations communiquées sont-elles suffisamment détaillées pour pouvoir prendre des décisions concernant la gestion des ressources et l'affectation des agents?
- C. Les résultats des analyses sont-ils communiqués aux services de répression associés? Sont-ils communiqués aux organisations internationales ou aux agents de liaison des services de police étrangers? Est-il reçu des observations à ce sujet de ces derniers? Les institutions et organisations associées communiquent-elles à leur tour les résultats de leurs analyses?
- D. Est-il établi différentes versions de l'information produite par les services de renseignement à l'intention de publics différents, c'est-à-dire y a-t-il une version libre non confidentielle pour la consommation publique ainsi que des versions confidentielles à usage interne?

5.6 DIRECTION

Toutes les structures formelles de gestion du renseignement criminel, parfois appelées "modèles de renseignement criminel", reposent sur l'idée que les travaux de collecte et d'analyse de l'information menés par les services de renseignement de la police doivent être dirigés, l'intention étant de cibler les efforts sur les formes de criminalité les plus nocives et les délinquants les plus actifs, lesquels sont identifiés au moyen d'une analyse des informations disponibles, et de dégager des ressources suffisantes pour atténuer les conséquences de ces agissements. L'approche suivie est méthodique et essentiellement proactive mais répond à des besoins qui varient aux différents niveaux.

Dans un modèle de renseignement criminel, les structures employées pour cibler les efforts, c'est-à-dire pour répartir les tâches et les coordonner, apparaissent à tous les niveaux de la hiérarchie, le but étant de produire un effet cumulatif.

Il y a lieu de mentionner également le système COMSTAT, qui est un système de gestion de l'action policière qui rassemble les responsables de la police dans le cadre de réunions informelles ayant pour but de leur présenter les statistiques relatives à la délinquance enregistrées dans leurs circonscriptions et d'amener les participants à manifester leurs intentions personnelles quant aux mesures qu'ils comptent prendre pour contrer la criminalité. L'on considère généralement que ce système a donné de très bons résultats, notamment parce qu'il a l'avantage de renforcer le sentiment qu'ont les cadres de la police d'être responsables de l'action des services qui sont placés sous leurs ordres.

Dans la plupart des pays, il est peu probable que l'on trouve tel degré de direction et de participation de la part des cadres supérieurs.

- A. Existe-t-il un mécanisme institutionnalisé de répartition et de coordination des tâches qui permette de formuler les politiques et de prendre les décisions sur la base de rapports d'analyse? Ce système est-il assorti d'instructions quant aux types d'informations qui doivent être rassemblées sur la délinquance et sur les cibles que devrait viser l'activité de la police? Avec quelle fréquence ce processus est-il organisé? Comment ces instructions sont-elles communiquées aux agents intéressés?
- B. Est-il prévu des réunions ou un mécanisme pour que les responsables et les chefs de la police expliquent les mesures qu'ils ont adoptées pour combattre la criminalité?

6. UTILISATION DE L'INFORMATION ET DU RENSEIGNEMENT AU PLAN LOCAL

Même lorsque les systèmes d'information et de renseignement de la police ne sont pas généralement ou systématiquement utilisés, les idées qui les sous-tendent peuvent néanmoins être utiles au plan local avec un minimum de perfectionnement et de matériel. L'évaluateur ne doit pas perdre de vue qu'essentiellement, les systèmes structurés de renseignement criminel et leurs applications pratiques peuvent se ramener à une feuille de papier, à un crayon et au simple bon sens.

L'évaluateur devrait peut-être déterminer si, en l'absence de systèmes formels et structurés d'information et de renseignement criminel, leurs éléments fondamentaux existent déjà, même sous forme rudimentaire. Dans l'affirmative, pourraient-ils être copiés ailleurs ou constituer la base d'un réseau élargi?

Il y aura lieu de se référer aux questions ci-après, qui peuvent indiquer quel est le degré de développement des systèmes de renseignement criminel.

- A. Les postes de police locaux disposent-ils d'une unité appelée service de renseignement criminel ou considérée comme tel? Dans l'affirmative, comment ce service est-il intégré aux structures du poste de police local? Quelle est sa dotation en personnel? Quel est le travail de son personnel? Les agents de police connaissent-ils son existence? Savent-ils ce que fait ce service? Savent-ils de qui il relève?
- B. Savent-ils comment ce service est-il équipé? Dispose-t-il d'ordinateurs? Dans l'affirmative, dispose-t-il de logiciels spécialisés de renseignement criminel? Les

ordinateurs sont-ils accompagnés d'imprimantes et les réserves de papier sont-elles suffisantes? Lorsqu'il n'y a pas d'ordinateurs, y a-t-il des machines à écrire? Le matériel est-il suffisant pour l'ensemble des effectifs?

- C. Lorsqu'il y a des ordinateurs, ceux-ci permettent-ils d'avoir accès à des bases de données ou des informations spécialisées? Dans l'affirmative, quelles sont les informations disponibles? L'accès aux ordinateurs est-il sécurisé? Est-il protégé par un mot de passe personnel ou un dispositif semblable? Les agents de police partagent-ils leurs mots de passe? L'information et le renseignement sont-ils structurés de sorte que seules les personnes autorisées puissent avoir accès aux données particulièrement sensibles? La personne qui a accédé aux données, ainsi que la date et l'heure et les raisons de cet accès sont-ils automatiquement enregistrés? Est-il possible d'accéder directement aux fichiers centraux ou nationaux?
- D. Lorsqu'il n'y a pas d'ordinateurs, y a-t-il un bureau ou une partie d'un bureau ou d'une salle où l'information est classée et archivée? Quels sont les critères applicables à l'archivage de l'information? A-t-il été établi des règles et directives concernant les informations que peuvent contenir ces fichiers? Quels types d'informations ces fichiers contiennent-ils en fait? Comment l'information est-elle archivée? L'information est-elle référencée et indexée? Qui est chargé du classement et de l'archivage? Cette personne a-t-elle reçu une formation quelconque?
- E. L'accès à cette pièce est-il réservé uniquement aux personnes autorisées? L'accès est-il matériellement contrôlé au moyen d'une clé, d'un clavier ou d'une carte magnétique? Les informations sensibles font-elles l'objet de mesures de protection supplémentaires? Comment l'accès à ces fichiers est-il accordé? Selon quels critères? Est-il tenu un registre de l'accès à ces fichiers? Que peut-on en conclure pour ce qui est de l'utilisation qui en est faite, des personnes qui ont accès aux fichiers et des informations qu'elles consultent et de la fréquence avec laquelle les fichiers sont consultés?
- F. Des dossiers peuvent-ils être sortis de cette pièce? Dans quelles conditions? Comment les sorties de dossiers sont-elles enregistrées?
- G. Dans tous les cas, comment de nouvelles informations sont-elles ajoutées aux dossiers? Selon quelles modalités de nouveaux dossiers sont-ils ouverts? Qui est autorisé à les ouvrir? Comment cette information est-elle présentée? Les agents de police reçoivent-ils une formation dans ce domaine? Comment les nouvelles informations sont-elles présentées par les agents soumis à une supervision? Par qui ces agents sont-ils supervisés?
- H. Comment les informations provenant des informateurs sont-elles enregistrées? L'identité réelle d'un informateur est-elle tenue secrète?
- I. Existe-t-il des déchiqueteuses ou des conteneurs spécialement utilisés pour l'élimination des papiers confidentiels?
- J. À quelles fins les informations dont dispose la police sont-elles utilisées? Sont-elles utilisées pour:
- Vérifier l'identité d'une personne interpellée dans la rue?
 - Identifier un suspect?
 - Retrouver un suspect par le biais de ses connaissances?
- K. Ces informations sont-elles également utilisées pour:
- Identifier des criminels notoires ou les tendances de la criminalité?
 - Identifier les personnes qui devraient faire l'objet d'opérations proactives?
 - Identifier les priorités aux fins de l'allocation des ressources?

- L. L'identité des délinquants locaux les plus notoires et de leurs complices est-elle communiquée aux agents de police, et surtout à ceux qui sont chargés des patrouilles de routine? Comment? Leurs photographies sont-elles affichées ou distribuées aux agents de police? Lorsque ceux-ci ont vu les intéressés ou disposent d'autres informations à leur sujet, sont-ils encouragés à le signaler? Comment le font-ils? Reçoivent-ils une formation quant aux indices recherchés et à la procédure à suivre pour les signaler?
- M. Lorsqu'elles sont disponibles, comment les agents de police ont-ils accès aux informations concernant:
- Les déclarations d'infractions?
 - Les casiers judiciaires?
 - Les empreintes digitales?
 - Les modus operandi?
 - La propriété de véhicules?
 - Les lieux de résidence?
 - Les mandats d'arrestation?
 - D'autres ordonnances judiciaires?
- N. De telles informations peuvent-elles être obtenues rapidement?
- O. Quels sont les arrangements prévus pour demander des informations à d'autres institutions ou organisations? Comment le système fonctionne-t-il? Combien de temps faut-il? Les agents de police ont-ils tendance à s'adresser à leurs relations personnelles pour obtenir de telles informations? Pourquoi?
- P. Les agents de police locaux ont-ils recours à des techniques clandestines pour obtenir des informations (comme des tables d'écoute)? Le matériel nécessaire est-il disponible localement? Quelles sont les autorisations requises? Quelles sont les limites imposées à l'utilisation de ces techniques? Combien de temps faut-il?
- Q. Les enquêteurs locaux peuvent-ils obtenir des informations sur les abonnés au téléphone? Comment? Quelles sont les autorisations requises? Combien de temps faut-il?
- R. La situation actuelle de la délinquance et son évolution sont-elles portées à l'attention des agents locaux? Comment? Les intéressés sont-ils périodiquement informés de la situation de la délinquance ou des délinquants qui opèrent dans leur ressort? Comment? Ces informations sont-elles utilisées pour cibler les patrouilles de routine de la police? Comment?
- S. A-t-il été désigné une personne chargée de passer en revue toutes les informations disponibles pour dégager des tendances ou des caractéristiques communes de la délinquance ou des comportements criminels? Dans l'affirmative, cette personne a-t-elle reçu une quelconque formation structurée à l'analyse? Cette personne mène-t-elle ses recherches manuellement ou au moyen d'un ordinateur? Quelles sont les sources d'information ou les données à sa disposition? Y a-t-il des sources d'information auxquelles cette personne juge nécessaire d'avoir accès mais qu'elle ne peut pas consulter?
- T. Est-il rassemblé et classé des statistiques sur la base des déclarations d'infractions? Qui en est responsable? Comment les statistiques sont-elles présentées? À qui sont-elles communiquées?
- U. Est-il établi une carte des agissements des délinquants dans la circonscription? Ces cartes sont-elles établies manuellement ou électroniquement? Quelles sont les informations que font apparaître ces cartes?

- V. Lorsqu'il existe une institution ou un registre national d'information et de renseignement, les informations recueillies localement lui sont-elles transmises? Quels sont les critères applicables à la communication de ces informations? Qui détermine si ces informations doivent être communiquées?
- W. Lorsque des analystes sont utilisés, dans quelles circonstances un analyste entreprend-il un projet de recherche? Reçoit-il un mandat spécifique? Comment l'intéressé documente-t-il les résultats de sa recherche ou en rend-il compte? Est-il utilisé des formats standard? À qui les résultats des recherches sont-ils communiqués? À quelles fins sont-ils utilisés?
- X. Est-il établi des documents stratégiques examinant l'incidence et la nature de la délinquance et son impact sur la collectivité locale? De tels documents font-ils apparaître les domaines qui doivent davantage retenir l'attention de la police? Sont-ils communiqués à un service central pour que celui-ci classe ces documents et les regroupe avec ceux provenant d'autres secteurs? Ces documents sont-ils ensuite utilisés pour établir une récapitulation stratégique de l'activité criminelle au plan national?
- Y. Sur la base de quels critères les responsables de la police locale allouent-ils les ressources disponibles? Les schémas de la délinquance locale sont-ils pris en considération lors du processus de prise de décisions? Sur la base de quels critères les responsables de la police locale demandent-ils des ressources supplémentaires à leurs supérieurs? Utilisent-ils à l'appui de leurs demandes les conclusions auxquelles sont parvenues les recherches locales?

7. PARTENARIATS ET COORDINATION

7.1 PARTENARIATS

La police a d'innombrables occasions de rassembler et de collecter des informations, mais le public et d'autres entités privées détiennent également une masse considérable de données qui peuvent être utiles pour l'action policière. Travailler en partenariat avec le public et avec ces entités accroît le nombre de sources d'information potentielles. Il peut en fait y avoir des situations dans lesquelles une institution associée est la seule source possible d'informations au sujet d'une question ou d'une personne déterminée.

Fréquemment, les membres de la police sont plus à l'aise lorsqu'ils échangent des informations par le biais de leurs relations personnelles, et il arrive souvent que des contacts informels soient plus rapides et plus efficaces. Cependant, cette façon d'obtenir des informations présente des dangers inévitables dans la mesure où les garanties, contrôles et contrepoids des procédures formelles – en particulier pour ce qui est de la recevabilité des informations rassemblées lors du procès – font défaut. Un mécanisme d'échange d'informations efficace qui fonctionne bien (surtout lorsqu'il faut échanger des données à travers les frontières) n'encourage pas autant les enquêteurs à "appeler un ami" et lui permet d'agir sans hésitation sur la base des informations reçues.

Toutefois, il n'est pas toujours aisé d'établir des partenariats avec d'autres institutions, que ce soit dans le pays même ou à l'étranger, soit parce que des contraintes légales limitent les possibilités d'échanger des données (et surtout des données personnelles), soit parce que la loi cherche à protéger la confidentialité de l'information. Il y aura également des cas dans lesquels des organisations qui pourraient être des partenaires ont des objectifs ou un programme différents.

- A. Comment les services de police ou les services de répression partagent-ils les informations et les renseignements dont ils disposent? Ces échanges revêtent-ils un caractère formel ou informel? Comment les informations sont-elles partagées? Est-il appliqué des normes communes en ce qui concerne l'évaluation et le formatage des informations communiquées?
- B. Quels sont les types d'informations qui sont partagées? Les informations pouvant présenter de l'intérêt sont-elles communiquées automatiquement aux partenaires? Est-il mené des enquêtes conjointes? Avec quelle fréquence?

- C. Les informations et renseignements conservés dans les bases de données des services du parquet sont-ils à la disposition des enquêteurs de la police? Les services du parquet, pour leur part, ont-ils accès aux données conservées dans les bases de données de la police?
- D. La police cherche-t-elle à obtenir des informations et des renseignements auprès d'institutions autres que les services de répression comme les établissements pénitentiaires, les banques et le fisc? A-t-il été mis en place des protocoles appropriés pour que ces échanges d'informations soient possibles? Comment ce système fonctionne-t-il? De telles demandes d'informations sont-elles fréquentes? Avec quelle fréquence est-il pleinement donné suite aux demandes de renseignements? Combien de temps faut-il?
- E. Est-il organisé, sous une forme ou sous une autre, des réunions périodiques conjointes entre les organisations intéressées pour discuter des évaluations stratégiques de caractère général ou des évaluations tactiques spécifiques établies par les services de renseignement criminel? Avec quelle fréquence? Quels sont les participants? Est-il établi un procès-verbal de ces réunions? Quels en sont les résultats?
- F. Dans une situation postconflictuelle, a-t-il été mis en place un mécanisme conjoint de partage du renseignement avec les forces de maintien de la paix?
- G. A-t-il été établi des procédures concernant les échanges de données au plan bilatéral avec d'autres pays ou avec des organisations internationales comme Interpol? Quels sont les pays ou organisations participant à de tels échanges? Ceux-ci doivent-ils être autorisés par un officier supérieur, un procureur ou un juge d'instruction? Y a-t-il des limites aux types d'informations qui peuvent être partagées? Dans l'affirmative, quelles sont ces limites?
- H. De tels échanges d'informations peuvent-ils se faire directement ou une commission rogatoire est-elle requise? Des agents de police savent-ils comment formuler une telle demande? Existe-t-il un service ou bureau central chargé de s'occuper de ces demandes? Combien de temps, en moyenne, faut-il prévoir pour qu'une réponse soit donnée aux commissions rogatoires?
- I. Des agents de liaison de la police sont-ils affectés dans d'autres pays? Comment ces pays ont-ils été sélectionnés? Les attributions des agents de liaison de la police comprennent-elles l'établissement de contacts avec leurs homologues en vue de l'échange d'informations?
- J. Le pays est-il membre d'un mécanisme régional permettant au service de répression d'échanger des informations comme l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), l'Initiative de coopération pour le sud-est de l'Europe (SECI) ou le Centre régional d'information et de coordination pour l'Asie centrale (CARICC)? Quels sont les obligations et privilèges nationaux dans le contexte de ces organes? Quelles sont les modalités de l'interaction entre le pays et ces organes et les autres membres de ceux-ci? Combien d'informations sont-elles reçues de ces organes? Combien d'informations leur sont-elles communiquées?
- K. Les données peuvent-elles être entrées et recherchées dans des bases de données internationales comme la base de données d'empreintes génétiques (ADN) d'Interpol? Cela peut-il être fait directement et en temps réel au moyen de systèmes de télécommunications sécurisées comme le système I-24/7 d'Interpol? Dans l'affirmative, quels sont les services de répression qui ont directement accès à ces systèmes de télécommunications? Dans la négative, comment les données sont-elles entrées et recherchées dans les bases de données internationales? Combien de temps cela prend-il?

7.2 COORDINATION AVEC LES DONATEURS

Savoir quelles sont les activités menées par les donateurs dans le domaine des enquêtes criminelles ainsi que du développement des systèmes d'information et de renseignement de la police permettra d'éviter des doubles emplois inutiles et de coordonner les initiatives.

- A. Est-il ou a-t-il été mené des initiatives financées de l'extérieur en vue de développer les systèmes d'information et de renseignement de la police? Quels sont les objectifs de ces projets? Sont-ils atteints? Semble-t-il qu'il y ait des doubles emplois? La mise en œuvre de ces initiatives est-elle coordonnée? A-t-il été mis en place des mécanismes de nature à garantir la durabilité des activités appuyées? Quels sont les pays ou organisations participantes? Y a-t-il des parties prenantes et/ou des donateurs qui brillent par leur absence?
- B. Une formation est-elle ou a-t-elle été prévue dans le cadre de ces initiatives? Dans l'affirmative, est-il formé des formateurs pour organiser des programmes de formation en cascade ou est-il simplement dispensé une formation individuelle? Est-il offert un système de formation assistée par ordinateur? Les besoins de formation ont-ils été évalués avant que ces programmes soient organisés? Certains des besoins identifiés restent-ils à satisfaire?
- C. Du matériel est-il ou a-t-il été fourni dans le cadre de ces initiatives? Dans l'affirmative, la nécessité de ce matériel a-t-elle été identifiée au moyen d'une évaluation indépendante ou ce matériel figure-t-il sur une liste établie par le gouvernement? D'autres donateurs fournissent-ils le même matériel ou du matériel semblable? A-t-il été établi des plans concernant la maintenance et le remplacement du matériel? Y a-t-il des exemples de fourniture de matériel identique ou semblable, et ce matériel n'est-il pas alors détourné ou utilisé à d'autres fins?
- D. Lorsqu'il est ou a été fourni des systèmes d'information, a-t-il été procédé à une évaluation des exigences des usagers? Par qui ces évaluations ont-elles été établies? Les systèmes répondent-ils ou répondront-ils à ces exigences? Seront-ils adaptables, c'est-à-dire pourront-ils être élargis si les besoins augmentent à l'avenir? Qui détient le code source?
- E. A-t-il été organisé à la suite de ces initiatives des examens de leur application ayant aidé à identifier des pratiques optimales pouvant être appliquées dans d'autres contextes? Les résultats de ces initiatives sont-ils rassemblés et coordonnés afin de servir de base à la planification future?

ANNEXE A. DOCUMENTS CLÉS

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

- Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (2000) et Protocoles connexes concernant la traite de personnes, le trafic illicite de migrants et la fabrication illicite d'armes à feu et de munitions (qui contiennent des dispositions importantes concernant les enquêtes sur la criminalité organisée et les crimes graves);
- Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;
- Convention contre la corruption;
- Convention unique sur les stupéfiants;
- Convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes;
- Convention sur les drogues psychotropes;
- Recueil de règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, 2006, qui contient des documents de référence relatifs à la prévention du crime et à la justice pénale et le texte de divers instruments relatifs aux droits de l'homme, et notamment:
 - Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, 1975
 - Règles minima des Nations Unies pour l'élaboration de mesures non privatives de liberté (Règles de Tokyo)
 - Principes de base relatifs au rôle du barreau
 - Principes applicables au rôle des magistrats du parquet
 - Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing)
 - Code de conduite pour les responsables de l'application des lois
 - Ensemble de règles minima pour la protection des enfants privés de liberté
 - Déclaration des Principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir
 - Principes directeurs concernant le traitement des enfants victimes ou témoins d'actes criminels
 - Déclaration relative à l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
 - Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées
 - Déclaration relative aux droits de l'enfant
 - Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs
- Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale

À L'ÉTAT DE PROJET

- Loi type relative à la police
- Code de procédure pénale type
- Code pénal type

PRIÈRE DE NOTER: La Loi type relative à la police, le Code de procédure pénale type et le Code pénal type sont cités comme modèles de codes qui reflètent pleinement les règles et normes internationales. À la date de publication de la présente Compilation, ces textes étaient encore à l'état de PROJET et étaient en cours de finalisation. Les évaluateurs qui souhaiteraient les citer avec exactitude devront consulter les sites web ci-après pour déterminer si la version finale de ces instruments a été publiée et pour se procurer les textes définitifs, les articles cités ou leurs numéros pouvant avoir été modifiés, supprimés ou revus:

<http://www.usip.org/ruleoflaw/index.html>

ou http://www.nuigalway.ie/human_rights/Projects/model_codes.html.

La version électronique de la Compilation d'outils d'évaluation de la justice pénale sera mise à jour lorsque le texte final de ces codes aura été publié.

INFORMATIONS DE CARACTÈRE RÉGIONAL

- Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (1981)
- Recommandation R(87)15 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe visant à réglementer l'utilisation de données à caractère personnel dans le secteur de la police (1987)
- Protocole additionnel à la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, concernant les autorités de contrôle et les flux transfrontières de données (2001)
- Proposition de prolongation d'une décision-cadre du Conseil concernant l'échange de données à caractère personnel traitées dans le contexte des activités de la police et de la coopération judiciaire (2005) Commission européenne (www.statewatch.org/news/2005/sep/com-data-protection-prop)

AUTRES SOURCES D'INFORMATIONS UTILES

- Ainsworth, P.B., (2001), "Offender Profiling and Crime Analysis", Willan Publishing.
- Brown, S.D., (2006), "Criminal Intelligence: Data Prospecting or Seeking Significance". International Association of Law Enforcement Intelligence Analysts (IALEIA) Journal No 17 vol. 1.
- Bruce, C.W. Hick, S.R. et Cooper, J.P. (Eds), (2004), "Exploring Crime Analysis", IACA Press.
- Dixon, T., (2003), "Intelligence Management Model for Europe: Guidelines for standards and best practice within the analysis function" (www.tulliallan.police.uk).
- IACA, (2004), "Exploring Crime Analysis: Readings on Essential Skills", International Association of Crime Analysts.
- Law Enforcement Analytic Standards (2004), Ministère de la justice des États-Unis et International of Law Enforcement Intelligence Analysts (IALEIA) (it.ojp.gov/documents/law_enforcement_analytic_standards).
- Ratcliffe, J.H., (2003), "Intelligence-led Policing" Institut australien de criminologie Trends and Issues in crime and Criminal Justice, No 248 (www.aic.gov.au).
- Ratcliffe, J.H (Ed.), (2004), "Strategic Thinking in Criminal Intelligence", Federation Press.
- Peterson, M.B. Morehouse, R. et Wright, R. (Eds), (2000), "Intelligence 2000: Revising the Basics", Law Enforcement Intelligence Unit (LEIU) et IALEIA.

INFORMATIONS DE CARACTÈRE NATIONAL

- Code pénal
- Code de procédure pénale
- Autres sources de droit pénal
- Procédures opératoires standard et règlements d'application
- Manuels de formation de la police et matériels didactiques

ANNEXE B. GUIDE DE L'ÉVALUATEUR/LISTE DE CONTRÔLE

Les indications ci-après pourront aider l'évaluateur à contrôler les questions qui ont été abordées et les sources d'information et personnes consultées.

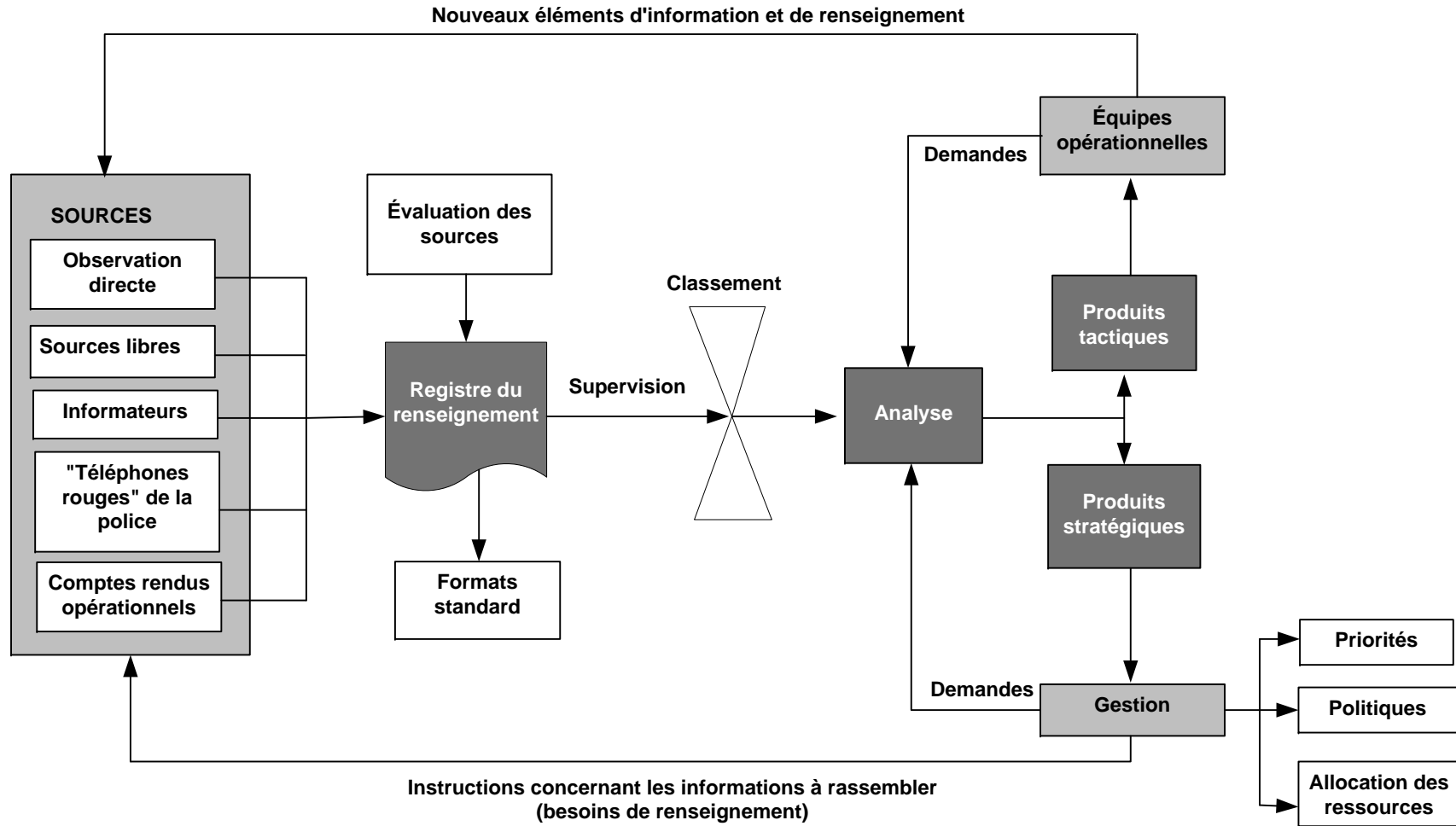
	THÈME	SOURCES	CONTACTS	TÂCHE ACHÉVÉE
2.	APERÇU GÉNÉRAL	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports du Ministère de l'intérieur • Rapports du Ministère de la justice • Sites web des ministères • Statistiques nationales et locales sur la délinquance • Rapports des ONG • Analyses régionales et nationales des Nations Unies 	<ul style="list-style-type: none"> • Tout bureau national de statistique 	
3.	CADRE JURIDIQUE ET RÉGLEMENTAIRE	<ul style="list-style-type: none"> • Service gouvernemental compétent, comme le Ministère de la justice ou le Ministère de l'intérieur • Sites web du gouvernement (surtout pour la police) • Brochures publicitaires du service de police • L'Internet peut être une source d'information précieuse sur la législation nationale (par exemple www.wings.buffalo.edu/law/bclcl/resource) • Réseau mondial d'informations juridiques (Global Legal Information Network www.glin.gov) • www.interpol.org 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministre responsable de la justice et/ou de l'intérieur • Représentant du service gouvernemental chargé de la rédaction des lois • Procureur général, Ministre de la justice ou Directeur des services du parquet • Représentant du barreau local • Chef du service de renseignement criminel • Chef de l'institution chargée de la sécurité nationale 	
4.1	CADRE JURIDIQUE ET RÉGLEMENTAIRE	<ul style="list-style-type: none"> • Manuels d'instructions concernant l'information/le renseignement criminel • Procédures opératoires standard, politiques et directives concernant le renseignement criminel/la collecte, l'analyse et la diffusion d'informations • Rapports d'inspection d'organisations de l'extérieur • Indications/règles concernant le caractère confidentiel du renseignement et de l'information 	<ul style="list-style-type: none"> • Ministre responsable de la lutte contre la criminalité, éventuellement Ministre de la justice ou de l'intérieur • Fonctionnaires • Chef du service de renseignement criminel • Chef de l'institution chargée de la sécurité nationale • Chef des services nationaux ou régionaux du parquet • Juges d'instruction • Inspection de la police ou organes de supervision • Chercheurs/universitaires spécialisés dans la criminalité et les droits de l'homme • Hauts responsables de la lutte contre la délinquance • Hauts responsables du renseignement criminel • Dirigeants des services de répression • Représentants d'un comité de supervision de la police • Chef du service de renseignement criminel • Responsables locaux de la police • Chef du service local du renseignement criminel • Officiers supérieurs chargés de la supervision des enquêteurs • Officiers de renseignement • Enquêteurs/détectives • Analystes • Responsables des relations avec les informateurs • Agents de surveillance • Formateurs • Agents de police chargés des patrouilles • Représentants du public (comité de supervision, conseillers municipaux) • Chercheurs spécialisés dans les enquêtes criminelles et de renseignement • Groupes indépendants de défense des droits de l'homme et des libertés civiles et de lutte contre la corruption • Journalistes (internationaux, nationaux ou locaux) spécialisés dans les questions liées à la criminalité 	

	THÈME	SOURCES	CONTACTS	TÂCHE ACHEVÉE
4.2	INSTITUTIONS	<ul style="list-style-type: none"> • Organigramme des attributions de la police nationale • Statut ou loi portant création du service de renseignement criminel • Politiques et normes applicables à la manipulation et à la confidentialité de l'information • Manuels de formation pertinents 	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur général de la police • Chef du service de renseignement criminel • Chef de l'institution chargée de la sécurité nationale • Chef des services nationaux ou régionaux du parquet • Juges d'instruction • Inspection de la police ou organes de supervision • Hauts responsables de la lutte contre la délinquance • Hauts responsables du renseignement criminel • Représentants d'un comité de supervision de la police • Responsables locaux de la police • Chef du service local du renseignement criminel • Officiers de renseignement • Agents de police chargés des patrouilles 	
4.3	PERSONNEL	<ul style="list-style-type: none"> • Critères applicables en matière de vérification des antécédents et d'agrément • Définitions d'emplois et critères de sélection des analystes et des agents de renseignement • Programmes de formation des analystes et des autres membres du personnel (en particulier des cadres) • Visite des services de renseignement des organisations compétentes • Directives concernant la sélection du personnel appelé aux activités de renseignement (au sens le plus large) • Programmes de formation du personnel appelé à participer aux activités de renseignement 	<ul style="list-style-type: none"> • Chef du service du personnel, du recrutement, des promotions de la police • Chef du service de formation de la police • Personne chargée de la vérification des antécédents des membres du personnel • Analystes • Membres du personnel de la police qui utilisent l'information et le renseignement dans leur travail 	
4.4	ORGANISATION DE L'INFORMATION	<ul style="list-style-type: none"> • Exigences des usages • Bases de données disponibles • Systèmes d'entreposage et de recherche de l'information sur support papier (en particulier empreintes digitales et photographies) • Modèle et architecture des données • Protocoles relatifs à la protection de la confidentialité de l'information • Inspection des ordinateurs • Inspection des salles de serveurs • Rapports sur le fonctionnement des bases de données 	<ul style="list-style-type: none"> • Chef du service de l'information de la police • Tout informaticien employé par la police • Tout agent de police utilisant des bases de données • Agents ou membres du personnel faisant partie du système de police • Tout responsable de la protection de la confidentialité de l'information • Tous agents responsables de la protection des données • Représentant de tout organe chargé de veiller au respect de la vie privée ou à la protection des données • Analystes • Formateurs 	

	THÈME	SOURCES	CONTACTS	TÂCHE ACHEVÉE
5.1	COLLECTE 5.1.1 Sources primaires 5.1.2 Surveillance clandestine 5.1.3 Informateurs 5.1.4 Élargir le filet	<ul style="list-style-type: none"> • Définitions d'emplois des analystes et des agents de renseignement • Programmes de formation des analystes • Bases de données à la disposition des enquêteurs • Programmes de formation des enquêteurs • Manuels d'instruction concernant le renseignement criminel/l'information • Procédures opératoires standard/instructions concernant le renseignement criminel/la collecte, l'analyse et la diffusion d'informations • Instructions concernant l'utilisation et la supervision d'informateurs, les méthodes de surveillance et les autres techniques délicates d'action policière • Instructions/règles concernant la protection de la confidentialité du renseignement et de l'information • Programmes de formation du personnel participant aux activités de renseignement criminel • Sélection de rapports d'évaluations stratégiques de l'information • Exemples de rapports ou d'évaluations stratégiques et tactiques locales de l'information • Notes ou procès-verbaux des réunions à l'occasion desquelles le renseignement a été utilisé pour prendre des décisions (répartition et coordination des tâches, déploiement et opérations) • Bases de données à la disposition des unités de renseignement et des autres unités • Sources à accès libre • Exemples de formulaires ou de formats (électroniques et sur support papier) utilisés pour la collecte ou la diffusion des informations • Visite des unités de renseignement des organisations compétentes 	<ul style="list-style-type: none"> • Chef du service de renseignement criminel • Chef de l'institution chargée de la sécurité nationale • Groupes indépendants de défense des droits de l'homme et des libertés civiles et de lutte contre la corruption • Services internationaux ou régionaux du parquet • Juges d'instruction • Cadres supérieurs de la police responsables des enquêtes criminelles et du renseignement • Journalistes (internationaux, nationaux ou locaux) spécialisés dans les questions liées à la délinquance • Dirigeants des services de répression chargés des tâches de renseignement • Criminels • Chef du service des enquêtes criminelles • Chef du service du renseignement • Chef de la police locale • Membres du personnel (analystes, agents utilisant des informateurs et leurs supérieurs hiérarchiques, détectives) • Chercheurs d'ONG • Chef du service du personnel, du recrutement et des promotions de la police • Chefs des services de répression (police, douanes, gardes frontières) • Responsables locaux de la police • Chef de l'unité locale de renseignement • Cadre supérieur chargé de la lutte contre la délinquance • Chef du service de gestion de l'information, le cas échéant 	
5.2	ÉVALUATION	<ul style="list-style-type: none"> • Registres du renseignement et de l'information • Instructions concernant les méthodes d'évaluation 	<ul style="list-style-type: none"> • Membres du personnel (analystes, agents utilisant des informateurs et leurs supérieurs hiérarchiques, détectives) • Officier responsable de la supervision des registres de l'information 	
5.3	CLASSEMENT	<ul style="list-style-type: none"> • Systèmes d'archivage • Modèle de données utilisé • Logiciels utilisés pour les systèmes de recherche des données et de gestion des affaires • Programmes de tests ou de formation 	<ul style="list-style-type: none"> • Responsable du renseignement • Personnes chargées du classement de l'information • Personnes chargées de la supervision et du suivi des registres de renseignement et de l'entrée des données 	
5.4	ANALYSE	<ul style="list-style-type: none"> • Fournisseurs de logiciels d'analyse • Exemples de formulaires ou de formats (électroniques et sur support papier) utilisés pour la collecte ou la diffusion des informations • Exemples de graphiques à flèches • Exemples de cartes des points chauds de criminalité 	<ul style="list-style-type: none"> • Chef du service de formation de la police • Chef de l'institution chargée du renseignement criminel • Analyste principal • Analyste 	
5.5	DIFFUSION	<ul style="list-style-type: none"> • Exemples de réunions, journalières ou autres, avec les équipes opérationnelles et les cadres de la police • Exemples d'évaluations stratégiques des menaces, des rapports tactiques et des autres analyses 	<ul style="list-style-type: none"> • Responsables des stratégies d'action policière • Responsables des opérations policières • Procureurs et/ou responsables des enquêtes • Agents de police chargés des patrouilles • Représentants d'autres services de répressions 	

	THÈME	SOURCES	CONTACTS	TÂCHE ACHEVÉE
5.6	DIRECTION	<ul style="list-style-type: none"> Notes ou procès-verbaux des réunions à l'occasion desquelles le renseignement a été utilisé pour prendre des décisions (répartition et coordination des tâches, déploiement et opérations) Instructions publiées, le cas échéant, sur le type de renseignements ou d'informations à rassembler ou mandat d'un rapport d'analyse 	<ul style="list-style-type: none"> Responsables des stratégies d'action policière Responsables des opérations policières Procureurs et/ou responsables des enquêtes Chef de l'institution chargée du renseignement criminel Chef de l'institution chargée de la sécurité nationale Groupes indépendants de défense des droits de l'homme et des libertés civiles et de lutte contre la corruption Services nationaux ou régionaux du parquet Juges d'instruction Cadres supérieurs de la police responsables des enquêtes criminelles et du renseignement Chefs des services de répression ayant des responsabilités en matière de renseignement criminel 	
6	UTILISATION DE L'INFORMATION ET DU RENSEIGNEMENT AU PLAN LOCAL	<ul style="list-style-type: none"> Visite de l'unité locale de renseignement ou du bureau de classement de l'information Analyses ou rapports produits, le cas échéant Documents d'information, le cas échéant, concernant les schémas locaux de la délinquance Plans ou propositions d'opérations proactives, le cas échéant Instructions publiées, le cas échéant, sur le type de renseignements ou d'informations à rassembler ou mandat d'un rapport d'analyse 	<ul style="list-style-type: none"> Chef de la police locale Chef du service local d'enquêtes Agents de police chargés des patrouilles Personne chargée du classement de l'information Tout analyste local Tout membre du personnel chargé de la compilation de statistiques sur la délinquance 	
7.1	PARTENARIATS	<ul style="list-style-type: none"> Protocoles écrits ou instructions imposant une collaboration interorganisations Manuels d'instructions/procédures opératoires standard Procès-verbaux des réunions entre les services de renseignement et les services chargés des enquêtes criminelles et/ou avec les services du parquet ainsi qu'avec des autres institutions Mémoires d'accord ou accords de services 	<ul style="list-style-type: none"> Chef de l'institution ou de l'unité chargée du renseignement criminel Chef de l'institution ou du service chargé des enquêtes criminelles Chef des services des douanes et des gardes frontières ou des services de répression spécialisés (blanchiment d'argent, lutte contre la corruption, etc.) Agents de renseignement Cadres des services d'enquêtes criminelles et enquêteurs Procureur Analyste Interpol et, le cas échéant, organisation régionale de police 	
7.2	COORDINATION AVEC LES DONATEURS	<ul style="list-style-type: none"> Sites web Descriptifs de programmes et de projets Mandats des projets Brochures et dépliants destinés au public Bureaux des organisations régionales Mémoires d'accord conclus avec des organisations internationales ou des pays donateurs (par exemple ONU, Commission européenne, OSCE, ANASE, Interpol, etc.) Organisations internationales et régionales Ambassades/Ministères 	<ul style="list-style-type: none"> Hauts fonctionnaires de la police Représentants locaux d'autres initiatives internationales (en particulier agents de liaison de services de répression étrangers) Représentants des organisations internationales ou régionales pertinentes opérant dans le pays Ambassades/ministères pour les activités des donateurs Directeurs de programmes et de projets pour les initiatives internationales Représentant local des Nations Unies Représentants locaux d'autres organisations internationales ou régionales Ambassades (en particulier les agents de liaison de services de répression étrangers) 	

CIRCUIT DE L'INFORMATION





NATIONS UNIES
Office contre la drogue et le crime

Centre international de Vienne, Boîte postale 500, 1400 Vienne, Autriche
Téléphone: (+43-1) 26060-0, Télécopieur: (+43-1) 26060-5866, www.unodc.org

